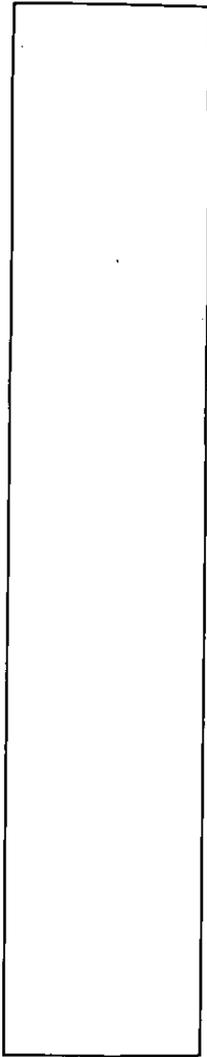


FRANCE

October 1960 - N° 27 - 1,50 NF.

FORUM



U. S. A.
*quel visage
demain ?*



Le faux dilemme

Une actualité politique préoccupante et les vacances ont relégué à l'arrière-plan la loi mal venue du 31-12-59 ; les passions se sont apaisées et je peux sans doute, sans encourir l'anathème, risquer sur le problème scolaire un avis pas du tout conformiste que je confie à la généreuse hospitalité de « France-Forum », en Tribune libre évidemment.

Si les antagonistes rassemblés autour des A.P.E.L. et du C.N.A.L. ont opté parmi les applications possibles des deux principes : Justice scolaire et Neutralité de l'Etat, ils n'en admettront pas moins, je suppose, que l'on puisse, sans parager leur point de vue, rester fidèle d'une part à notre constitution laïque et d'autre part au droit des parents de donner à leurs enfants l'éducation de leur choix — droit dont ils n'ont pas le pouvoir de se décharger en faveur de pédagogues qui ont mission d'insruire, qui doivent aider et non supplanter les éducateurs naturels. L'école, en effet, ne peut être considérée par le chef de famille comme l'exutoire de ses responsabilités et le chef déserte s'il abandonne le gouvernail des intelligences et des coeurs ou s'il ne contrôle pas l'homme de barre.

Je veux aussi, avant d'aborder le problème de fond, dire aux organisateurs de la pétition laïque que les pressions et les abus auxquels celle-ci a donné lieu, sont indignes d'une démocratie et d'un pays épris de liberté. Ils rappellent les contraintes exercées, il y a quelques dizaines d'années, par certain patronat sur son personnel pour lui imposer la fréquentation des offices.

Il est d'ailleurs curieux de constater que pour faire triompher une conception particulière de la liberté d'enseignement, les initiateurs du referendum comme leurs adversaires s'allient avec les pires ennemis de la liberté, issus des fascismes à chemises multicolores.

Les catholiques désireux d'avoir leurs écoles subventionnées, doivent aussi se convaincre qu'une République démocratique ne pourra indéfiniment leur réserver

ce privilège. Les secrets de toutes natures, capables de réunir en un lieu un nombre suffisant d'enfants, pourront faire valoir le même droit.

Est-on prêt à leur accorder ce qu'on exige pour soi, avec, comme aboutissement, une France davantage déchirée ?...

Car c'est le drame des solutions que l'on nous propose un enseignement unique ou des écoles hélas rivales.

Et bien, je n'accepte pas le dilemme.

J'ai suivi les deux écoles et je fréquente leurs continuateurs : les Anciens des Ecoles chrétiennes et les Amicalistes laïques.

Je garde de ces contacts une impression pénible. Le cercle est fermé, exclusif : ses militants paraissent marqués par le préjugé à vie contre ceci ou pour cela. L'esprit d'objectivité n'intervient que dans la mesure où il ne bouscule pas leur « confort intellectuel ».

Par exemple, j'ai entendu plusieurs fois parler chez les uns de la Franc-Maçonnerie, chez les autres du Vaïcan. Même optique rétrécie, même dédain de l'information, une évidente partialité dans une non moins évidente sincérité... tout cela donne une conversation déroutante.

Ceux d'en face qu'on ne connaît pas, dont on ignore les raisons de servir, ont toujours tort. Conséquence de cette méconnaissance réciproque : des citoyens qui ont une même soif de justice et que pourrait animer un large altruisme, se méprisent quand ils ne s'entredéchirent pas.

C'est sur les bancs de l'école qu'a commencé le néfaste cloisonnement, source de perpétuelle opposition. Ne nous fabriquons pas une réalité à la mesure de nos sentiments : l'école a divisé les Français.

Dès l'instant où l'on jetait une barrière entre nos gosses comme s'ils n'étaient pas tous des petits frères, la dissension s'installait chez nous comme le ver dans le fruit d'un possible rassemblement humaniste.

Le M.R.P. et le parti socialiste ont, en s'attachant à une formule périmée, com-

promis le rapprochement honni des extrêmes, trop heureux de leur glisser sous les pas la traditionnelle pelure de banane laïque. Mais, aux yeux des masses, ces partis semblent ne plus exister que pour s'affronter dans l'arène scolaire. Un peu de bonne volonté pour tant et beaucoup de tolérance, dégageraient aisément un *modus vivendi* acceptable pour tous.

Quel est-il ce *modus vivendi* ?

Il est simple. Certains pays l'appliquent. Pour s'aimer et se comprendre, il faut se connaître.

Une seule école officielle où les enfants mèneraient la vie commune, partageraient les mêmes cours sauf pour certaines matières : morale ou philosophie, histoire, religion, littérature, etc., qui seraient enseignées par des maîtres choisis selon leurs convictions et auxquels les parents beaucoup plus nombreux confieraient leurs enfants, lèverait cette frontière arbitraire des consciences.

La formule est facilement réalisable, dans les centres d'abord. Les catholiques munis des diplômes requis, s'intégreraient dans l'enseignement national.

Mais que tout de suite, ils cessent de boudier l'école laïque, en dirigeant tous ceux des leurs qui ont la vocation de pédagogue vers cette école de l'avenir, la seule qui réalise notre idéal de fraternité chrétienne dans la liberté.

Geindre sur l'irrégulation de nombreux instituteurs ne résoud pas le problème. C'est à côté d'eux qu'il faut mener le bon combat, imposer le respect d'abord par la valeur de l'exemple, susciter l'amitié ensuite.

Il est évidemment moins pénible de planter sa tente sur un labour en laissant l'ivraie envahir les terres incultes.

Ce n'est point la mission du défricheur qu'est le chrétien.

Il est aussi le levain de la pâte, mais il semble l'avoir oublié. Et la déchristianisation des masses se poursuit tandis que chacun tourne en rond dans sa sphère...

Georges HENAUX,

Adjoint M.R.P. au maire de Lille.

Pour faire connaître

FRANCE-FORUM

Demandez
des numéros spécimens
qui vous seront adressés

GRATUITEMENT

Tous les ouvrages analysés ou non dans cette revue, ainsi que tous les disques, peuvent vous être fournis sans frais supplémentaires par le service bibliographique de « France-Forum » (Port et Emballage gratuits.)

Ecrire au service bibliographique de « France-Forum »
24 bis, Bd Saint-Germain, Paris-V.

PHOTOS

FORUM :

Dossier : Sud-Aviation
Problèmes : Agence Dalmas
Disques : Keystone
Note de lecture : Péraud

Couverture : Henri Cartier-Bresson, Magnum-Photos



LES INSOUMIS

DANS les derniers temps de sa retraite, le général de Gaulle avait coutume d'expliquer à ses visiteurs que pour résoudre le problème algérien il convenait premièrement de restaurer l'Etat, car il était clair que la IV^e République n'était pas un Etat et était condamnée à l'échec dans sa politique africaine. Mais dès que la France aurait des institutions fortement établies sur les grands principes d'autorité et de continuité, alors un pouvoir qui serait véritablement un pouvoir dénouerait le drame algérien par une solution aussi libérale que pourrait le souhaiter la gauche, aussi française que pourrait le désirer la droite. Or voici que la grande réforme a été accomplie depuis deux ans. Et tout se passe comme si, sous de Gaulle comme avant de Gaulle, la politique française était en proie au même cercle vicieux : il faut refaire l'Etat pour conclure la guerre d'Algérie, mais tant que dure la guerre d'Algérie, il ne peut y avoir d'Etat.

Certes, l'opinion publique, si elle se plaint au détail de la politique gouvernementale, en est satisfaite en gros ; si elle nourrit pour le Premier ministre des sentiments ambivalents faits d'un mélange d'indifférence et de déception, elle continue à faire une assez large confiance au général de Gaulle. Mais les citoyens les plus actifs, quelques militaires d'un côté, un certain nombre d'intellectuels de l'autre sont en état de dissidence à l'égard du régime et contestent l'Etat par une insoumission délibérée. La politique algérienne définie le 16 septembre 1959 et le 5 septembre 1960 par le général de Gaulle (et le 5 septembre contrairement à ce qui se dit à gauche va plus que le 16 septembre dans le sens de l'Algérie algérienne et maîtresse de son destin) n'est pas affaire de gouvernement, elle est une politique nationale, couverte par la raison d'Etat — le mot pouvant avoir contre l'usage courant un grand et légitime sens. Lorsque le général Salan accuse cette politique de livrer une portion du territoire national, il n'intente pas seulement au chef de l'Etat une procès en défaitisme, il conteste l'Etat lui-même, en signant lui aussi un manifeste pour l'insoumission. Lorsque Jean-Paul Sartre conseille publiquement à la gauche française le ralliement au F.L.N., traitant le général de Gaulle d'ennemi public de la liberté algérienne et des libertés françaises, il met pareillement l'Etat en question. Et chacun des deux insoumis est pour l'autre l'argument le plus fort : vous n'êtes pas un Etat, dit celui-ci, parce que vous n'êtes pas capable de vous faire obéir de vos centurions et de vos prétoriens ; vous n'êtes pas un Etat, répond l'autre en écho fidèle tant que vous n'aurez pas mis à la raison vos idéologues, vos anarchistes et vos intellectuels décadents.

La France, sous l'apathie de l'esprit public, est donc en état de guerre civile larvée et c'est la chance des ultras de la rébellion comme des hommes du néo-fascisme. Contre les uns et les autres, le général de Gaulle seul ne peut

pas porter un témoignage moralement convaincant et politiquement décisif. Il aurait besoin de s'appuyer, pour qu'il y ait vraiment en France un esprit civique sur des forces organisées, partis, syndicats, mouvements de jeunesse, auxquelles précisément il a le malheur de ne pas croire. Et l'incrédulité appelle l'incrédulité. Là où il n'y a pas de médiation réelle entre l'Etat et le peuple, l'Etat est en péril. Répondre à toutes les contradictions « l'Etat, c'est moi », ce superbe archaïsme, ne résoudra pas le problème de l'Etat dont le général a raison de dire qu'il est le problème majeur, mais que son destin est de laisser dramatiquement en suspens.

SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE A LA PRESSE DU CŒUR

A PRES que Jean-Paul Sartre eût donné à *France-Soir* son apologie pour Fidel Castro, Mme de Beauvoir confiait à *Elle* quelques chapitres des Mémoires de sa vie adulte, à paraître prochainement sous le titre « *La force de l'âge* ». Ainsi le trust de presse Lazareff assure la diffusion de ce double flot de pensées non-conformistes, car il peut y avoir collaboration entre les intellectuels de gauche dépourvus de respect humain et les entreprises capitalistes libres de préjugés idéologiques.

Le texte de Mme de Beauvoir ajoute à la presse du cœur un chapitre de haute qualité littéraire et philosophique puisque l'auteur y raconte, avec sa vie de femme l'origine et les premiers temps de sa liaison avec Jean-Paul Sartre. Et on a l'heureuse surprise de constater que ce libre amour, s'il refuse théoriquement et par principe de s'enliser dans les ordinaires ornières du mariage est pratiquement et réellement tout conjugal. L'unique reconnu par l'unique. L'être que ne promet que bonheur et qui n'annonce malheur que par son inévitable mort. Il n'y manque même pas avec ces « signes jumeaux sur nos fronts » cette prédestination mystique qui peut certes s'accorder avec une interprétation romantique ou chrétienne du monde mais qui n'est pas sans congédier assez vivement la théorie désespérante de l'amour, réduit à n'être que le jeu vain du maître et de l'esclave et qui fait l'un des plus beaux et des plus noirs ornements de « *l'Etre et le Néant* », œuvre fondamentale de Jean-Paul Sartre. Mais on sait bien que, et c'est la meilleure des traditions bourgeoises, la femme est plus conjugale que l'homme. Enfin, on retrouvera dans l'imagination conjugale de Mme de Beauvoir l'image classique de la maîtresse telle qu'elle apparaît depuis toujours à l'épouse légitime : une magicienne pleine d'extravagances et experte en philtres douteux. Décidément, Mme de Beauvoir est mieux pensante que ne le dit sa réputation. Elle a été bien élevée et n'a pas tout à fait perdu son temps au Cour Désir.

Tout se tient

par Pierre-Henri TEITGEN

TOUT se tient, mais le gouvernement l'oublie. Il veut avant tout mettre fin au drame algérien, aux combats, aux attentats, à la haine, aux violences, rétablir la paix, guérir enfin l'Algérie et la France de ce mal qui les ronge, les décompose physiquement et moralement, mal qu'on ne peut plus cacher, dont on ne discute plus que le nom : leucémie, cancer ou gangrène.

Il est plus tard qu'on ne croit.

Notre situation militaire (comme on dit) s'est améliorée ; peut-être n'y a-t-il plus, face à nos troupes, dans les maquis, que huit ou dix mille rebelles dispersés en toutes petites unités.

Qu'importe, hélas ! la passion et la fièvre nationalistes montent de jour en jour dans cette jeunesse musulmane des villes qui, demain peut-être, descendra dans la rue, prête à tout. Faudra-t-il donc la mitrailler pour lui apprendre, à elle aussi, ce qu'est la Communauté franco-algérienne ? L'angoisse devient insupportable.

Il ne suffit pas pour retrouver bonne conscience de relire les discours du président de la République, de répéter que son offre aux Algériens d'une Algérie reliée à la France mais « algérienne », étant à la fois raisonnable et généreuse, devrait être immédiatement acceptée de tous. Il faudrait que les actes suivent dans le développement d'une politique cohérente.

Et d'abord, il faudrait être sûr que le roi, dans son secret, peut saisir toutes les possibilités honorables d'une trêve, qu'il n'a jamais été ou du moins qu'il n'est plus paralysé par la crainte d'une désobéissance militaire.

Il faudrait être sûr aussi qu'on n'anéantit pas, dans le temps même où on la propose, les seules chances qu'on pourrait avoir de construire cette « Algérie algérienne librement reliée à la France ».

Malheureusement, dans le même moment, le pouvoir proclame sa résolution d'en revenir pour la France, sinon au nationalisme intégral, du moins à la bonne vieille indépendance nationaliste.

La France, quant à elle, affirme-t-il, ne doit pas intégrer ses forces militaires dans la Communauté atlantique parce qu'elle devrait, en cas de malheur, mener « sa » guerre dans la plénitude de sa souveraineté.

Dans le même esprit, la France, quant à elle, devrait renoncer aux formules d'intégration communautaire, de fédéralisme européen, ne plus accepter d'autorité dite supranationale, mais seulement les conférences diplomatiques d'un nouveau concert européen.

On précise qu'il en va de notre souveraineté et, par conséquent, de notre dignité et de notre fierté.

Mais alors, si vous pensez, Messieurs les Princes qui nous gouvernez, que la France doit être seule dans l'orgueil de sa souveraineté pour être fière d'elle-même, que répondrez-vous aux nationalistes algériens qui vous réclament pour l'Algérie la fierté de l'indépendance totale ?

Que direz-vous aussi aux Algériens s'ils vous expliquent qu'une France seule n'étant en mesure ni de tirer rapidement l'Algérie de sa misère ni de lui assurer à coup sûr la sécurité, il leur faut chercher appui auprès d'un ensemble puissant ?

Et que répondrez-vous aux Français de la métropole, s'ils s'inquiètent de savoir comment une France repliée sur elle-même pourra bien, dans l'avenir, maintenir avec une Algérie devenue réellement « algérienne » les liens dont vous rêvez ?

En vérité, en effet, les liens qui réuniraient solidement à la France une Algérie ayant en toute liberté choisi son destin, ce ne peut être, en l'état du monde, que ceux qui, par la France, réuniraient solidement l'Algérie à une Europe en voie continue d'intégration, sur l'appui de la Communauté atlantique.

... Quand on parle à la forêt, l'écho répond.

Vous parlez de l'Europe des patries nationalistes.

C'est l'Afrique des nationalismes xénophobes qui vous répondra.

U.S.A. 1960

A la veille des élections présidentielles aux Etats-Unis, Claude Alphandery, auteur de *L'Amérique est-elle trop riche ?*, Jean-Marie Domenach, directeur d'Esprit, Georges Suffert, rédacteur en chef des Cahiers de la République, Maurice Schumann, président de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée Nationale, se sont réunis à France-Forum pour échanger leurs points de vue sur la civilisation américaine, l'homme américain, l'avenir américain.

J.-M. DOMENACH :

C'est au mois de novembre que vont intervenir les élections américaines et derrière la bataille entre Nixon et Kennedy, bataille que les Européens ont quelques difficultés à comprendre et qui, d'après ce qu'on nous dit, passionne assez peu les Américains, d'autres problèmes sont posés que nous avons à discuter.

Pour commencer, je donnerai rapidement mon opinion. Après un voyage aux Etats-Unis qui n'a duré que sept semaines, je n'ai pas le droit de conclure. Pourtant, je suis revenu avec la conviction que les Etats-Unis sont en train d'affronter ce qu'ils appellent un challenge : un défi extérieur et un défi intérieur dont ils n'ont pas toujours conscience eux-mêmes. Les grands intellectuels américains (je songe surtout à ce remarquable état-major qui entoure la direction du parti démocrate) ont commencé à poser ces problèmes et lorsque nous aurons à critiquer les Etats-Unis, c'est d'abord en nous appuyant sur des matériaux que les Américains eux-mêmes nous fournissent. C'est la grandeur de cette société qu'elle tolère ainsi une critique permanente ; ceux qui ont à la contester peuvent toujours trouver audience aux Etats-Unis mêmes.

Mise en question des Etats-Unis

Ceci étant dit, quels sont les points essentiels de cette mise en question des Etats-Unis ? J'en vois deux. D'abord une crise de la politique extérieure. Les Etats-Unis sont devenus depuis la dernière guerre une puissance mondiale, peut-être la plus grande puissance du monde, et l'on dirait qu'ils n'en ont pas encore tiré les conséquences. Depuis plusieurs années, sous la direction du général Eisenhower, les Etats-Unis somnolent et la politique extérieure américaine, ces derniers temps, peut se résumer sommairement en une succession

d'échecs dont les plus cuisants ont été le refus des Japonais de recevoir le président Eisenhower, la rupture avec Fidel Castro. Bref, j'ai l'impression que la puissance américaine, dans le monde, recule sur tous les plans. On continue de reprocher aux Américains leur impérialisme et il semble bien que l'Amérique ne comprenne pas le reste du monde, et en particulier les nations les plus pauvres, et qu'en retour les autres nations ne comprennent pas les Etats-Unis. J'ai eu le sentiment que rien n'était plus étranger à un Français que l'Américain type, si l'on peut parler de l'Américain type.

Je résumerai cette question par une formule de notre ami Stanley Hoffmann, « l'Amérique est incommunicable », il n'y a pas communication au plan politique et plus généralement au plan humain entre elle et le reste du monde. Pourquoi ? Alors que nous connaissons, par ailleurs, toutes les qualités d'ouverture, d'accueil des Américains.

Mais, et c'est mon deuxième point, je crois qu'au plan intérieur, au large sens du mot, les Américains sont aussi à un tournant, ils ne s'en rendent pas vraiment compte parce que la prospérité continue de régner, mais dès que l'on creuse un peu dans la politique américaine, on voit qu'ils se trouvent en face de problèmes, dont certains nous paraissent d'ailleurs déjà dépassés, et qu'ils abordent à peine ceux de l'urbanisme en particulier, d'une certaine planification, la lutte contre ce qu'on a appelé les maladies de la richesse, délinquance juvénile, immoralité, qui inquiètent énormément les responsables de l'intelligence et de la religion aux Etats-Unis. Je dirai donc en conclusion que les Etats-Unis sont fondés sur l'utopie du XVIII^e siècle, la fuite du vieux monde, vers un paradis qui était possible là sur ces terres vierges. Les Etats-Unis se trouvent confrontés à la réalité, réalité de leur puissance mondiale, réalité d'une économie axée sur l'enrichissement individuel et qui ne

avec

Claude ALPHANDERY

Jean-Marie DOMENACH

Georges SUFFERT

Maurice SCHUMANN

La démocratie américaine : une société qui se met elle-même en discussion, une société de conciliation, une société fondée sur l'empirisme organisateur.

se trouve plus en rapport avec le reste du monde, réalité d'une société qui doit réorganiser ses structures politiques. Il y a vingt-cinq ans, les Américains ont pu surmonter la grande crise avec le New-Deal, cette seconde crise dans laquelle ils sont entrés me paraît beaucoup plus grave, d'abord parce qu'elle est moins apparente, parce que ceux qui ont à y faire face ne sont pas des hommes talonnés par la misère, ce sont des hommes qui effectivement disposent d'une masse de richesses encore inconnue dans le reste du monde.

Retard dans la prise de conscience des problèmes économiques

C. ALPHANDERY :

Je voudrais prendre un problème plus particulier parmi tous ceux que Domenach a évoqués, celui non pas de la crise économique, le mot serait sans doute trop exagéré, mais des difficultés économiques que rencontre l'Amérique et ceci en le rattachant d'ailleurs à la campagne électorale. Ce qui me frappe à ce point de la campagne, c'est que finalement ces problèmes soient évoqués assez superficiellement et que les démocrates ou les républicains n'apportent aucune solution tranchée qui permette aux électeurs de se déterminer par rapport aux programmes économiques de l'un ou l'autre des deux grands partis. Ceci est d'ailleurs un recul par rapport à la campagne électorale précédente, je veux parler de la campagne intérimaire de 1958, tous ces problèmes avaient été évoqués avec plus de force. Ceci peut-être pour deux raisons, d'abord, on était dans une période de récession très sévère, en second lieu, les républicains avaient cru devoir engager la campagne contre les Unions Shop, c'est-à-dire un des avantages essentiels du syndicalisme américain et ils avaient sous-estimé la réaction des syndicalistes améri-

cains ; ils avaient mal apprécié l'attitude de l'opinion publique à cet égard et surtout c'était l'époque où la compétition avec le monde soviétique apparaissait essentiellement comme une compétition d'ordre économique. On avait eu le sentiment que l'Amérique s'était laissé distancer, c'était juste après le spoutnik, parce qu'elle n'avait pas dépensé des sommes suffisantes dans le domaine de la recherche scientifique et que son retard en ce domaine et dans celui plus large de l'enseignement risquait à terme de lui faire perdre la première place dans de nombreux secteurs de l'industrie. C'était un problème qui n'était pas de compétition exclusivement militaire et politique.

Cette situation a changé en deux ans. Sur le plan de la compétition avec les Soviétiques, depuis la conférence au sommet ratée, les aspects militaires et politiques l'ont de nouveau emporté beaucoup sur les problèmes proprement économiques. La récession a cessé depuis longtemps, sans doute la situation économique n'est-elle pas suffisamment périlleuse pour qu'elle puisse être le thème central de la campagne électorale.

Et enfin, les républicains, après avoir pris conscience de leur échec, en 1958, sur leur campagne antisyndicale, ont fait machine arrière et laissent ce côté tout à fait dans l'ombre, de telle sorte que sur ces trois points on a le sentiment que les problèmes sont posés de façon beaucoup moins vigoureuse qu'ils ne l'étaient il y a deux ans et que l'opinion publique, dans son ensemble, fait très peu de différence entre les programmes de M. Nixon et ceux de M. Kennedy, d'autant plus que l'un et l'autre candidats apparaissent comme des personnages jeunes, désireux, en tout état de cause, de procéder à certaines réformes et de revenir sur certaines routines de l'administration, ce qui peut donner une certaine satisfaction au désir de changement diffus dans le peuple américain.

Ce serait donc une constatation assez pessimiste si, par contre, on ne devait relever que les états-majors intellectuels et en particulier ceux, comme l'a dit Domenach, tout à l'heure, qui entourent le parti démocrate, sont à mon avis très conscients de ce retard du peuple américain dans la prise de conscience des problèmes économiques, problèmes qui sont assez ardues : il faut évoquer au premier chef les difficultés de la balance des paiements américains qui relèvent de questions d'ordre technique sans doute et dans lesquelles je ne veux pas rentrer, mais qui ont une raison, à mon avis, très fondamentale ; les Américains produisent cher, parce que leur industrie a des charges de plus en plus lourdes, charges qu'elles arrivaient jusqu'à ces dernières années à compenser à la fois par leur énorme marché et, d'autre part, par leur technique supérieure à celle des autres pays, ce en quoi elles n'ont plus un aussi net avantage sur les pays européens. Nous avons fait nous, des progrès techniques, et nous avons avancé dans la voie d'un élargissement de nos propres marchés. Les États-Unis produisent donc plus cher que leurs concurrents internationaux et aussi ils produisent des objets qui intéressent de moins en moins cet énorme marché que constituent les pays sous-développés parce que ce sont des produits inutiles, au moins pour les pays africains, les pays sud-américains, les pays asiatiques, ce sont des produits qui sont nécessaires sur le marché américain pour pousser de plus en plus la vente lorsqu'il s'agit de gens qui sont déjà extrêmement riches et qui n'achètent que lorsqu'on leur présente un modèle encore un petit peu plus luxueux, mais qui ne peuvent pas intéresser les gens qui sont dénués de tout. Les produits qu'il faudrait livrer aux énormes marchés asiatiques, africains, sud-américains, n'intéressent d'ailleurs pas l'industriel américain en général, parce que, compte tenu de ses frais généraux qui sont plus ou moins irréductibles, il ne lui est pas possible de faire du produit bon marché comme son concurrent japonais, par exemple. Ce problème, donc, est je crois fondamental pour l'avenir de l'économie américaine ; les symptômes de difficultés n'en sont qu'à leur début, on ne peut pas dire encore que la crise soit extrêmement grave et c'est la raison pour laquelle le peuple américain, dans son ensemble, ne s'en rend pas encore compte de façon extrêmement claire. Mais le jour où, pour pouvoir rivaliser avec leurs concurrents japonais ou européens, les industries américaines seront obligées d'automatiser à toute allure, seront obligées de donner un coup de frein à l'augmentation des salaires, contrairement à ce que l'on a vu à la suite de la grève de l'acier l'année dernière, alors des conflits qui semblaient avoir disparu de la scène politique américaine, les conflits de classe entre le patronat américain et la classe ouvrière américaine risquent de réapparaître et réapparaîtront en même temps des problèmes qui vraisemblablement animeront beaucoup plus la campagne électorale de 1964 que celle de 1960.

Pays prodigieusement vivant, pays de la démocratie

G. SUFFERT :

On peut à peu près tout dire sur les États-Unis ; ce pays trop grand recèle de multiples aspects contradictoires. En écoutant Domenach et Alphandery, j'ai l'impression d'être d'accord avec eux ; pourtant quelque chose me gêne dans leurs propos : lorsque Alphandery, par exemple, parle d'un malaise actuel aux États-Unis, j'ai l'impression qu'il décrit l'aspect passager d'un trait permanent de la société américaine ; l'Amérique est en fait perpétuellement en crise. Ce qui est étonnant, ce n'est pas la crise, c'est la capacité de la démocratie américaine à surmonter presque à tous coups les difficultés qu'elle rencontre, qu'elles soient d'ordre militaire, économique ou politique ; tout se passe comme si cette société, beaucoup moins mobile actuellement qu'on ne le dit en Europe, demeurerait susceptible d'une extrême mobilité adaptatrice lorsque les crises qu'elle subit atteignent une certaine ampleur.

En tout cas, cette vitalité américaine est l'un des traits qui m'a le plus séduit outre-Atlantique ; je n'ai aucune honte à avouer que j'ai aimé les États-Unis ; ni Alphandery, ni Domenach n'ont mentionné cette séduction de l'Amérique que, personnellement, j'ai ressentie fortement.

C. ALPHANDERY :

Cela ne veut pas dire que ce ne soit pas vrai.

G. SUFFERT :

Peut-être alors faut-il exprimer tout haut son sentiment ; l'anti-américanisme est devenu tellement virulent et insidieux en France, que je ne crois pas inutile d'annoncer tout haut sa couleur, de dire très franchement que l'on peut être ce qu'il est convenu d'appeler un homme de gauche, tout en ayant beaucoup d'amitié pour les États-Unis.

Pourquoi ? Peut-être parce qu'ils me sont apparus tout différents de l'image que je m'en étais faite ; je connaissais les États-Unis par ce que j'en avais lu ; la plupart des auteurs français de gauche parlant des États-Unis ont écrit d'étranges choses ; et les Américains eux-mêmes — sociologues ou hommes politiques — qui ont été traduits en français sont ceux qui ont critiqué leur pays, à juste titre en général, mais en poursuivant un but de réforme intérieure d'une société qu'ils acceptent ; les lire de France, c'est risquer quelques contresens. J'avoue n'avoir pas perçu ces éléments avant de mettre les pieds derrière la statue de la Liberté.

Deuxième point : Là-bas j'ai découvert une extraordinaire vitalité. Ça n'est pas que les hommes aillent plus vite qu'à Paris ; ils sont peut-être plus calmes. Mais ils sont étonnamment curieux, intéressés par ce qui se

passent ailleurs ; ils ne savent pas consciemment comment faire face aux problèmes auxquels ils sont confrontés ; ils vous disent : « *Khrouchtchev est bien plus malin que nous ; nous sommes moins rusés, plus loyaux. Cela finira mal pour nous.* » Mais, en même temps, ils restent fidèles à leurs principes : « *La démocratie reste le meilleur système politique. Il faut l'adapter peut-être, mais à long terme, c'est elle qui doit vaincre parce qu'elle représente le plus grand respect de l'homme.* » Cette modestie, cette inquiétude et en même temps cette confiance dans la démocratie parce qu'elle est moralement juste, c'est une chose qu'un Français entend maintenant avec une espèce de surprise heureuse.

Troisième point : il y a toute sorte de groupes sociaux aux Etats-Unis ; je ne suis pas très sûr qu'il y ait des classes sociales ; la classe est peut-être finalement, dans les pays développés, un phénomène essentiellement culturel. Aux U.S.A. la culture commune crée un type humain unique ; dans la salle d'un conseil municipal d'une petite ville américaine, on ne demande pas à celui qui vient d'entrer s'il est un notable ; il s'assoit, il donne son avis, il peut parler : son origine sociale est difficilement discernable ; il est habillé comme ses compatriotes : c'est un citoyen à part entière alors que j'ai l'impression, en France, qu'il existe encore de multiples différenciations sociales dont chacune affecte d'un coefficient particulier ce qui est dit.

Quatrième point : je crois qu'il existe aux Etats-Unis un réveil ; je n'ai aucune lumière quant au nom du futur président des Etats-Unis ; on dit que M. Nixon marque des points. Mais aussi bien, Alphandery le faisait remarquer tout à l'heure si justement, entre le programme de Kennedy et celui de Nixon, il n'y a pas économiquement de telles différences. L'important n'est peut-être pas là : car lequel s'est aligné sur l'autre ? C'est Kennedy qui a parlé de pousser l'accroissement de la production nationale à 5 p. 100 par an ; et c'est Nixon qui a repris le chiffre. Ceci n'est qu'un signe ; il y a des mots qui sont apparus dans la vie économique et politique américaine qui étaient, il y a deux ans, l'apanage de quelques millions d'intellectuels ; alors peu de gens parlaient de la nécessaire réforme des services publics ; le mot de « plan » était pratiquement tabou ; aujourd'hui, tout ceci s'étale en grand dans les journaux américains. Ceci me paraît être l'un des signes de cette prise de conscience.

Si l'on veut un autre signe du réveil, je citerai le nombre considérable de livres critiques faits par des Américains à propos de la société américaine ; et cette critique, aussi véhémente soit-elle, n'a jamais le caractère radical désespéré que revêt un texte d'intellectuel français sur la société française. Je crois que, petit à petit, ces critiques sont entendues, absorbées et lentement digérées par la société américaine qui en tient compte.

Culture de masse, esprit pionnier

Enfin, je voudrais attirer votre attention sur un dernier point ; en Amérique, comme en Russie d'ailleurs, nous assistons à la naissance d'une civilisation et d'une culture de masse ; j'ai quelque hésitation à employer le mot de culture ; pour un Européen, ce qui est en train de naître en Amérique ressemble à tout ce qu'on voudra sauf à une culture ; le paysage manque de châteaux-forts, de logique aristotélicienne et de gérondif ; pourtant c'est une culture ; la musique y joue un rôle privilégié ; la connaissance des mécanismes économiques de la même manière est relativement plus forte aux Etats-Unis qu'en France, etc. On peut d'ailleurs remarquer que l'on trouve des éléments comparables en Russie ; peut-être existe-t-il une logique de la culture de masse.

Je voudrais encore suggérer une impression ; je me demande si aux Etats-Unis un nouveau type de pionniers n'est pas en train d'apparaître ; l'histoire américaine a connu trois pionniers ; le premier portait une barbe, avait traversé l'Atlantique parce qu'il ne s'entendait pas avec les Européens et avait construit du côté de Boston une réplique en briques rouges des rues les plus crasseuses de Londres ; c'est son frère d'ailleurs qui un beau matin a traversé le continent pour aller découvrir la Californie. Plus tard l'Amérique a connu un nouveau pionnier ; celui qui, tel un personnage d'Orson Welles, finissait par faire fortune après avoir commencé à vendre des journaux à 6 heures du soir dans le Main Street du lieu. Le nouveau pionnier est sans doute différent des deux précédents : c'est un manager politique moins tenté par la fortune que par le goût du jeu international, le sens planétaire et l'amour de l'événement. C'est Siegfried qui faisait remarquer qu'il y a toujours un Américain en train de regarder, lorsqu'il se passe quelque chose quelque part ; c'est John Reeds, le plus célèbre du genre. Mais à sa manière, M. Harriman est du même genre ; il a abandonné le job qui lui aurait permis de multiplier par deux ou trois sa fortune pour devenir un homme politique actif, genre fonctionnaire, aventurier. Cette race humaine date du New-Deal ; mais elle a de nombreux descendants dans toutes les universités.

Un dernier point concernant ce plaidoyer ; la politique américaine, la politique étrangère surtout, est une succession de gaffes assez gigantesques ; nous n'avons, hélas ! rien à lui envier. Mais les différents gouvernements des U.S.A. ont tout de même depuis douze ans maintenu une ligne ferme sur un point ; l'O.N.U. L'Amérique a voulu l'O.N.U., elle l'a hébergée, couvée, respectée. C'est sans doute grâce à cette volonté que les Etats-Unis ne sont pas complètement perdants aujourd'hui dans la lutte pour les pays sous-développés. Ils ont imposé une arène démocratique pour la planète ; et les membres du bloc soviétique sont contraints, là,

de jouer d'une certaine manière le jeu. C'est à mettre à l'actif des Etats-Unis.

Ceci étant, je vous accorde que les Etats-Unis sont pleins de défauts ; mais je les trouve finalement aussi passionnants à observer que la Russie.

M. SCHUMANN :

Mes interlocuteurs ont cette supériorité sur moi qu'ils ont fait le voyage d'Amérique beaucoup plus récemment que moi-même. Or, Paul Claudel, à l'époque où il était ambassadeur à Washington, a dit : « L'Amérique est comme un enfant, elle change pendant le temps nécessaire au développement de la photographie. » Claudel parlait à une époque où la technique de la photographie n'avait pas atteint son actuel degré de développement.

Les jugements énoncés par mes trois interlocuteurs correspondent à peu près rigoureusement à ceux que j'aurais portés moi-même à l'issue d'un de mes nombreux séjours.

Il y a toutefois pour commencer une réserve à faire sur un point de l'exposé de Domenach et cette réserve n'est qu'apparemment de détail. Domenach a défini le développement de la délinquance juvénile aux Etats-Unis, comme une maladie de la richesse, ce diagnostic est un diagnostic de surface, car la délinquance juvénile, le développement des blousons noirs ou dorés est un phénomène universel et sans doute un phénomène significatif, puisqu'il est universel. Il est donc un des signes, non pas de ce qui oppose les Etats-Unis au reste du monde, mais de ce qui les rapproche du reste du monde. Ce signe n'est pas isolé, l'intelligentzia — et la lecture des romans suffit à le démontrer — est en état d'exil intérieur aux Etats-Unis, comme Pasternak était en état d'exil intérieur en Russie soviétique, comme les intellectuels des pays dits satellites sont en état d'exil intérieur et comme (le phénomène est légèrement différent) le gros de l'intelligentzia français, qu'elle se rattache à la gauche ou à l'extrême-gauche, et c'est le cas de la majorité d'entre elles, ou qu'elle se rattache à l'extrême droite, est, sinon en état d'exil, du moins en état de non-conformisme permanent et systématique.

Incommunicabilité, a dit Domenach, et tous ceux qui ont parcouru les Etats-Unis aboutissent à une conclusion analogue : Henri Troyat, Simone de Beauvoir, à partir de préoccupations très différentes pour ne pas dire inverses, avaient déjà, quoique moins nettement, dégagé une conclusion analogue. J'y souscris, mais je voudrais, pour poser le problème sinon pour le résoudre, souligner que cette incommunicabilité est au moins en apparence un paradoxe, c'est d'ailleurs ce qui lui confère son intérêt. On conçoit qu'une civilisation de l'Afrique centrale soit incommunicable par rapport à une civilisation européenne avec laquelle elle n'a jamais eu la moindre relation, et cependant lorsqu'on approfondit l'étude des civilisations africaines, on est frappé par des points de ressemblance au contraire. Il n'y a

de civilisation américaine que dans la mesure où il y a une ou plusieurs civilisations européennes. Je me trouvais un jour à Cleveland où était organisé un vaste « forum ». Le président eut l'idée de faire l'appel de toutes les nationalités européennes, je dis bien de toutes les nationalités et non pas de toutes les nations, car il y a souvent à l'intérieur d'une même nation plusieurs nationalités, en invitant chacune ou chacun des Américains ou des Américaines présents qui avait au moins un grand-père ou une grand-mère appartenant à une des nationalités appelées à se lever à l'appel de ladite nationalité. Lorsque l'énumération fut achevée, sur plusieurs centaines de personnes présentes, sur un minimum d'un millier de personnes présentes, il restait en tout et pour tout deux assistants sur leur chaise.

La fuite du vieux monde

Par conséquent, lorsque le général de Gaulle, je crois que l'expression est de lui, dit en parlant de l'Amérique, la fille de l'Europe, il ne se trompe pas. Et voilà une fille qui est en état, cela arrive souvent dans la vie familiale, en état sinon d'incompréhension permanente, du moins d'incommunicabilité permanente par rapport à sa mère ? Quelle est l'explication ? L'explication c'est celle qu'a indiquée Domenach et à laquelle je souscris lorsqu'il a employé une formule que j'ai écrite sous sa dictée : « la fuite du vieux monde ». Le vieux monde a laissé à la plupart de ceux qui forment aujourd'hui les Etats-Unis d'Amérique un mauvais souvenir. Ce sont des Irlandais qui ont fui la famine et la persécution, ce sont des Juifs qui ont fui les ghettos, ce sont des Italiens qui ont fui les terres arides du Sud, mais qui conservent souvent un certain attachement collectif pour leur culture d'origine, la preuve c'est que dans une ville comme New York qui est une juxtaposition de nationalités, tous les Américains se ressemblent à midi et se différencient à partir de six heures du soir. Les Italiens ne fréquentent plus que des Italiens, les Tchèques ne fréquentent plus que des Tchèques, les Juifs ne fréquentent plus que des Juifs. L'histoire juive la plus curieuse que l'on racontait à New York au lendemain de la guerre était la suivante : un capitaine d'origine israélite, héros de la guerre, publie ses souvenirs d'Europe et comme son éditeur lui demande quel titre il va leur donner, il répond : « Trois ans parmi les gentils, leurs mœurs, leurs coutumes ». Mais en dépit de cette tendance à se retrouver à partir de six heures du soir entre soi, comme pour appartenir à un milieu social, le sentiment dominant à compter de l'instant où le domaine politique est abordé, c'est la fuite du vieux monde, c'est l'obéissance aux mauvais souvenirs. Nous avons retrouvé, dit l'Américain moyen, aux Etats-Unis, la liberté économique que le vieux monde nous refusait, nous avons retrouvé l'égalité des chances que le vieux monde nous refusait, le vieux monde est, par voie de conséquence pour nous, une sorte de cauchemar.

CLAUDE ALPHANDERY JEAN-MARIE DOMENACH GEORGES SUFFERT MAURICE SCHUMANN

L'Amérique de la prospérité, du bien-être matériel, du bonheur de vivre saura-t-elle élaborer la politique et réaliser les évolutions exigées par les tâches qui lui incombent sur le plan mondial ?

Je retire de cette constatation initiale une conclusion politique bien précise, c'est que l'isolationnisme, même s'il est contredit par les données stratégique, diplomatiques et politiques du monde moderne est l'état naturel de l'Américain. Voilà d'ailleurs pourquoi je vais me contenter pour le moment de cette remarque, je souscris à la conclusion de l'exposé de Suffert. Que signifie l'Organisation des Nations Unies pour l'Américain ? Je ne dirai pas que c'est l'alibi moral, mais plutôt l'intermédiaire moral qui lui est indispensable pour accepter de s'occuper des affaires d'un monde extérieur au sien. Un homme politique considérable qui, comme la plupart de ceux qui ont joué un rôle dans l'histoire de leur temps, est mal connu et méconnu, tant par ceux qui l'admirent que par ceux qui le critiquent, Foster Dulles, m'a expliqué bien des fois que, sans le drapeau bleu des Nations Unies, aucune logique ne serait suffisante pour amener les Etats-Unis à s'occuper en permanence d'intérêts qui n'apparaissent pas comme étant directement les leurs.

J.-M. DOMENACH :

Pour passionner un peu le débat, je voudrais répondre à Maurice Schumann et à Georges Suffert que si je suis inquiet sur l'avenir des Etats-Unis, c'est parce que je pense qu'une phase de leur histoire est terminée.

Ce qui est fini, c'est l'utopie précisément, l'utopie du XVIII^e siècle, l'idée d'une terre où tout serait possible à l'individu, d'un pays où l'économie n'ait pas besoin d'être organisée, cette idée d'un progrès qui toujours réussit, cette idée d'une politique, ou plutôt d'une absence de politique, qui est toujours victorieuse car les Etats-Unis n'ont jamais perdu une guerre. L'exception américaine est finie, les Américains sont maintenant réintégrés dans le cycle mondial, qu'ils le veuillent ou non, et la différence entre cette constatation qui pour moi est aveuglante et le plus de conscience qu'en ont la direction politique américaine et l'opinion publique américaine me paraît tragique actuellement. Si je place face à face une Union soviétique animée par une philosophie politique, par une idée cohérente, et les Etats-Unis où on ne voit pas apparaître de conception politique rationnelle, où on n'a pas pris une vision du monde, on comprend la raison de cette succession d'échecs devant lesquels se trouvent les Etats-Unis. Maurice Schumann parlait, tout à l'heure de ces émigrés venus de toutes les parties du monde, mais dans vingt ou trente ans, il n'y aura pratiquement plus d'Américains qui ne soient nés aux Etats-Unis et je serais pour ma part enclin à insister sur le nationalisme américain, sur l'emprise puissante de l'« américain way of life » sur ces éléments venus du monde entier. Je crois que les Etats-Unis sont en train de devenir une nation

comme les autres et qu'ils ne veulent pas s'en rendre compte.

M. SCHUMANN :

Ce n'est pas mon tour de parole, mais je voudrais poser une question à Domenach et peut-être mes autres interlocuteurs y répondront-ils avec lui. Est-il sûr de ne pas confondre deux aspects du problème américain ? Est-ce que l'évolution de la société américaine conduit nécessairement les Etats-Unis à l'abandon de l'économie libérale, est-ce que l'évolution de la situation mondiale conduit nécessairement les Etats-Unis à l'abandon du complexe de l'isolement ? Ce sont deux questions entièrement distinctes et auxquelles il a apporté une seule et même réponse.

J.-M. DOMENACH :

Je suis persuadé que si les Etats-Unis restent fidèles à leur système économique, ils ne pourront pas maintenir leur démocratie comme un modèle pour le reste du monde. Je suis persuadé que leur système économique est en train de ruiner, aux yeux du monde, les qualités, les vertus politiques dont Suffert parlait tout à l'heure. Il y a un divorce en ce moment entre la politique américaine et les pays sous-développés, et plus concrètement entre l'homme d'Amérique et les peuples sous-développés. En beaucoup d'endroits du monde, les Américains déclenchent contre eux une colère dont ils se plaignent et si on prend les hommes un à un on peut estimer qu'ils ne la méritaient pas. Ce n'en est pas moins pour l'avenir de leur pays, pour tout ce que nous aimons dans leur pays, un indice extrêmement grave. Personnellement je crois qu'ils sont en face de la nécessité de transformer leur économie dans un sens socialiste.

Cl. ALPHANDERY :

Répondant à M. Maurice Schumann, Domenach me permet de répondre à Georges Suffert, je ne crois pas qu'il y ait entre nous la différence de l'optimisme au pessimisme, ni de celui qui aime l'Amérique à celui qui n'aime pas l'Amérique. J'aime l'Amérique ou plutôt j'aime les Américains, j'ai beaucoup aimé les Américains et je suis profondément optimiste quant à leur capacité de changement, c'est-à-dire de s'adapter aux problèmes du monde moderne. Encore faut-il préciser qu'ils en prennent conscience et en prendre conscience c'est à mon avis précisément se rendre compte que vouloir rester accroché à un libéralisme économique, qui n'est d'ailleurs plus que de nom dans certains cas, les empêche de répondre aux grands problèmes qui se posent à eux tant à l'intérieur qu'à l'échelle du monde. Ce que j'attends du peuple américain, c'est son éveil ; si son éveil est rapide, il y a beaucoup de chances que les choses se passent sans heurt ; si cet éveil doit se faire attendre quelques années encore, les conditions de la politique internationale risquent de devenir beaucoup plus dangereuses et on peut se demander dans

quelle mesure l'Amérique pourrait continuer à garder le leadership qu'elle prétend avoir du monde occidental avec une politique économique mal définie quant à ses besoins intérieurs et quant à ses devoirs extérieurs. C'est tout ce que je voulais dire.

G. SUFFERT :

D'accord avec Alphandery ; je crois simplement que la prise de conscience est désormais probable. Si l'on observe les deux dernières années qu'a vécues l'Amérique : elle a connu les élections canadiennes qui se sont faites contre elle, les mésaventures de M. Nixon à Caracas, l'échec japonais dont parlait Domenach, le sputnik, et Castro ; Castro à lui tout seul a été un coup décisif. La création d'un régime prosoviétique à quelques centaines de kilomètres des côtes de Floride a constitué un événement gigantesque ; c'est d'ailleurs pourquoi les Américains font tant de bêtises dans cette affaire : ils ont perdu leur sang-froid.

Mais la conséquence de tout cela, c'est que pour la première fois une campagne électorale se déroule sur la politique étrangère ; on dit qu'elle est moins passionnée que de coutume. Mais ce n'est pas cela qui est étonnant ; l'étonnant c'est que les chefs des grands partis politiques américains soient contraints de jouer la présidence sur un sujet aussi difficile. Je crois que c'est le début d'un changement.

Peut-être faudrait-il à la décharge des Etats-Unis rappeler un dernier point ; les plus grands échecs de la diplomatie américaine ne sont pas venus tellement d'elle-même que des impératifs qui lui étaient imposés par son alliance avec l'Europe occidentale ; les Etats-Unis étaient anticolonialistes, comme la Russie ; mais l'Europe ne l'était pas ; et continuellement les Etats-Unis ont dû modérer leur anticolonialisme et laisser la Russie tirer les marrons du feu parce que l'Europe menaçait de faire cavalier seul si les Etats-Unis ne les soutenaient pas : Indochine, Suez, Algérie, sont les étapes de ce drame. Nous sommes au moins autant que les Américains responsables des échecs de la diplomatie extérieure américaine.

Les U.S.A. et le Tiers-Monde

M. SCHUMANN :

Le moindre plaisir de cette contradiction, c'est qu'elle n'a pas été surmontée. Toute notre controverse, tout ce que nous disons de l'évolution de la société américaine et tout ce que nous commençons à dire de la politique extérieure des Etats-Unis, tout cela nous oriente vers le tiers-monde et nous guide vers cette conclusion, qui d'ailleurs n'est pas originale, que le conflit entre l'Est et l'Ouest, que le conflit entre l'américan way of life et le communisme sera tranché dans le tiers-monde et par le tiers-monde. S'il en est ainsi, nous pourrions remarquer que le bilan dressé tout à l'heure par Suffert

est à la fois exact et incomplet, car si dans le tiers-monde les Etats-Unis ont subi de nombreux échecs, l'Union soviétique n'a pas remporté que des succès. Je suis beaucoup moins frappé par l'évolution de la situation congolaise que par ses causes. Jamais M. Hammarskjöld n'aurait pris position contre Lumumba s'il n'avait eu la certitude que la majorité des Etats africains qui ont accédé à l'indépendance le soutiendraient, jamais il n'aurait eu cette certitude sans la conférence des Etats indépendants d'Afrique qui s'est tenue à Addis-Abéba et où la crainte du néo-colonialisme, du nouvel impérialisme venu de l'Est, apparut dans beaucoup de cas équilibrer les souvenirs d'un passé récent, jamais, par conséquent, jamais les Etats africains indépendants n'auraient affecté à la situation congolaise les conclusions qu'ils avaient dégagées à la conférence d'Addis-Abéba, si Lumumba ne leur était pas apparu comme un pantin dont Khrouchtchev tirait les ficelles. Ce qui est vrai, c'est que ce résultat n'est nullement le fruit de la politique américaine, il lui fournit seulement une occasion. Tout le problème est de savoir si l'Amérique saura la saisir.

Or Domenach disait tout à l'heure, les Américains ne sont pas aimés dans le monde, parce que le contraste est trop grand, trop fort entre l'aspect de privilégiés qu'ils promènent à travers le monde, d'une part, et d'autre part, la misère des pays dépourvus. Cela est sans doute vrai, mais le remède qu'il préconise fournira-t-il la solution ou la clé du problème ? On pourrait, en premier lieu, lui demander s'il considère que l'économie américaine obéit actuellement aux schémas classiques de l'économie libérale ; non, de toute évidence, la politique agricole en particulier, obéit entièrement à la règle d'une intervention étatique quasiment permanente, d'autre part, s'il retient comme critère l'augmentation régulière du niveau de vie, il n'est pas contestable que le niveau de vie a atteint, aux Etats-Unis d'Amérique, un point qu'il n'a atteint en aucun autre pays du monde, dans aucune autre civilisation. Même si la répartition des richesses devient plus équitable, ce qui est l'objet de toute économie à caractère socialiste, l'écart ne fera que s'aggraver entre le niveau de vie de l'Américain moyen et le niveau de vie de l'habitant moyen du tiers-monde. Le problème n'est donc pas tant de transformer l'économie intérieure des Etats-Unis que d'examiner les meilleurs moyens, la meilleure procédure selon laquelle l'aide économique au tiers-monde peut être organisée. Je suis content de formuler le problème actuellement sous forme de questions, je ne donnerai ma réponse que lorsque je connaîtrai celle de Domenach.

G. SUFFERT :

Je ne suis pas d'accord, sur ce point-là, avec Maurice Schumann, je pense qu'il n'y a pas de *gadget* pour que l'économie américaine puisse déverser ses dons sur les pays sous-développés. Je crois que lorsque le président Eisenhower propose que le circuit agricole, etc., aille aux pays sous-développés, c'est gentil, mais ce n'est

pas à ce niveau que le problème se pose dans la société américaine ; c'est dans sa propre réforme intérieure qu'elle trouvera les mécanismes pour aider les pays sous-développés — ou bien elle échouera.

Cl. ALPHANDERY :

Il existe tout de même au sein de l'Amérique un tiers-monde dont on n'a pas parlé encore, c'est le monde noir. Et je ne voudrais pas dire que ce problème n'avance pas, il serait même faux de ne pas dire que les autorités américaines ne font pas tout pour le faire avancer. Les pouvoirs publics, en général, la presse, la radio ont des positions tout à fait libérales. Ce qui s'est passé depuis les incidents de Little Rock a montré que tout en étant prudente, l'Administration a essayé de pousser vers des solutions plus libérales du problème. D'un autre côté, le monde noir a commencé à bouger de plus en plus vivement. Il est vraisemblable que ceci n'est pas sans rapport avec ce qui se passe dans le tiers-monde et de ce point de vue-là, entre deux voyages, j'ai pu constater une évolution considérable. Il y a deux ans, il y avait une certaine indifférence des non-intellectuels parmi les Noirs à l'égard des voyageurs venant d'Afrique. Quand j'y suis retourné au mois de mai dernier, j'ai trouvé un intérêt absolument général. Les Noirs font donc, eux aussi, un mouvement de marche en avant qui est généralement un mouvement non violent, mais qui prend différentes formes suivant notamment le milieu social. Mais en même temps que ces facteurs positifs, à savoir la lutte des Noirs eux-mêmes, et les positions libérales de l'Administration et des autorités américaines, on constate une sorte d'isolement de fait des Noirs à l'intérieur non plus des Etats du Sud, mais des Etats du Nord. Alors qu'ils ont acquis le droit au travail, qu'ils ont la possibilité d'aller dans tous les restaurants et dans tous les hôtels, possibilité d'ailleurs théorique généralement, car il y a tout de même des questions d'argent, on s'aperçoit que le gros de la population noire des villes du Nord vit dans une sorte d'isolement de fait par rapport à la population blanche. On peut alors se demander comment résoudre le problème fondamental des rapports entre les Etats-Unis et le tiers-monde si, au sein même des Etats-Unis, on n'arrive pas, malgré certains progrès, à résoudre le problème des rapports entre des gens qui se réclament d'une même nation et qui sont des patriotes d'une même nation.

J.-M. DOMENACH :

Maurice Schumann faisait tout à l'heure une objection fort astucieuse à ce mot de socialisme que j'avais jeté dans le débat et en pensant au socialisme arrivé que je voyais récemment dans les pays scandinaves, je serais tenté de lui donner raison, car, en effet, le socialisme peut être tout simplement pour un peuple une façon de faire son beurre et de mettre la clé sous la porte, je dois dire que dans ce mot socialisme je mettais d'autre résonance, je songeais à ce que Proudhon

appelait la frugalité, c'est-à-dire une certaine pauvreté, qui devrait être inscrite dans un système économique et c'est ceci qui me paraît inconciliable avec une grande politique mondiale, une économie de consommation, une économie basée, comme Alphandery nous le disait tout à l'heure, sur le perfectionnement indéfini des choses que l'on offre aux consommateurs, sur l'excitation indéfinie des besoins de ce consommateur. Un exemple : j'ai traversé des bureaux où fonctionnent en même temps le chauffage et l'appareil à air conditionné, exemple entre mille d'un effroyable gaspillage qui, s'il peut choquer un Européen, risque d'écoeurer vraiment un Asiatique ou un Africain. Je n'en rends pas du tout responsable l'Américain, mais un système économique qui, sans être consciemment impérialiste, est ressenti comme tel par l'Amérique latine et d'autres pays du monde. C'est un système fondé sur l'enrichissement de l'individu que je mets en cause et que les Américains devront réformer dans une perspective mondiale. Encore une fois, je le répète, s'ils n'enracinent pas cette vision mondiale dans leur système économique, ils jouent perdant dans la grande rivalité.

M. SCHUMANN :

Je voudrais demander à Domenach s'il conçoit l'aide aux pays sous-développés, qu'on devrait appeler non sous-développés mais insuffisamment développés, comme une

aide individuelle ou comme une aide collective. Ce problème est posé par les observations qu'il vient de nous soumettre.

J.-M. DOMENACH :

Vous voulez dire aide de nation à nation ?

M. SCHUMANN :

C'est la première formule. Aide de l'ensemble du monde occidental au tiers-monde ou aide de l'ensemble des pays pourvus quel que soit leur régime actuel, et nous retrouvons le problème que vous avez posé.

J.-M. DOMENACH :

Ce serait la meilleure, mais je crains fort que les conditions du monde tel qu'il est ne nous ramènent aux deux formules précédentes.

M. SCHUMANN :

A laquelle des deux formules précédentes ?

J.-M. DOMENACH :

A la première, je le crains.

M. SCHUMANN :

Excellent, tout est dans cette réponse.

La provocation n'est pas une politique

Qu'ils en aient ou non conscience, les intellectuels qui rédigent et diffusent des appels à l'insoumission sont des désespérés qui, en contestant l'Etat et en traitant le système gaulliste comme un régime à abattre par tous les moyens, apportent de l'eau au moulin des véritables ennemis de la liberté algérienne et des libertés françaises. La provocation n'est pas une politique.

Lorsque les pouvoirs publics, ainsi assaillis, annoncent une répression accélérée et des sanctions aggravées, ce résultat est bien celui que cherchaient les insoumis acharnés à attribuer à l'Etat gaulliste des mœurs tyranniques. Encore ne faudrait-il pas qu'une justice ou une police trop zélées abondassent par trop dans le sens de cette idéo-

logie passionnelle. La perquisition faite à la revue Esprit tend à montrer qu'on considère en certains hauts lieux tout opposant de gauche comme suspect du pire, même si — comme c'est le cas du directeur d'Esprit — il a pris position avec une lucidité qui n'était pas sans courage contre les appels à l'insoumission et contre l'aide au F. L. N. On ne saurait mieux faire le jeu du diable et des folies extrémistes. La provocation n'est pas une politique.

Tant que durera la guerre d'Algérie, la crise de l'Etat se poursuivra, et elle ne sera pas résolue par les moyens de la police.

Et. B.

Briser le cercle du sous-développement ?

LES pays sous-développés... On me permettra de commencer cet exposé par une anecdote. J'étais à New York, devant les bâtiments de l'O.N.U. Arrive une énorme automobile, toute rutilante de chromes, éclatante de feux rouges et de feux jaunes et plus longue qu'une locomotive. En descend un prince d'Orient, enrobé de soies et de lamés. Il venait à la tribune internationale plaider pour les pays sous-développés.

Car tout le monde en parle, de ces pays sous-développés, exactement comme de la tarte à la crème, un héros de Molière. Chacun y va de son plan. Le snobisme s'en est emparé. Les précieuses en dissertent. A cette occasion, des dames emperlées manient la dialectique marxiste. Et de conversations en parlotes, le problème est chaque fois plus mal posé. On démarque le vocabulaire de la lutte des classes. On en raisonne dans l'abstrait, comme si le monde se décomposait en deux catégories d'Etats, des prolétaires tous pareils et des nantis tous identiques.

L'Occident ne peut se désintéresser de ce problème

On jongle avec les chiffres. Les milliards coûtent bien peu. On les emprunte à des experts, sans trop voir ce qu'ils représentent. Selon une des estimations les plus modestes, celle de l'O.N.U., le coût du doublement du niveau de vie des populations disposant de moins de 100 dollars par tête et par an (soit 1.600 millions d'hommes) s'élèverait à 20 milliards de dollars. Chiffre faible quand on songe à l'accroissement démographique fabuleux de ces peuples. Leur taux annuel de naissance est en général de 3 % par an. Ce pourcentage ne paraît pas à première vue inquiétant. Qu'on fasse le calcul : ces 3 % par an aboutissent au bout d'un siècle à une multiplication par dix-huit.

Car le problème se pose, et de la façon la plus angoissante, au-delà des snobismes et des propos des précieuses. Certes, la misère d'une partie du monde n'est pas neuve, mais ce qui est propre à notre temps, c'est la rencontre de cette misère avec un essor démographique sans précédent. Au rythme actuel, le monde va vers une catastrophe, puisque la population croît de 2 à 3 % par an, tandis que les denrées agricoles ne progressent que d'1 1/2 %. Pour l'Inde seule, si on en croit le rapport d'une mission Ford, il faudrait, pour que son alimentation reste ce qu'elle est, c'est-à-dire déjà famélique, que ce pays dispose en 1966 de 110 millions de tonnes de produits nutritifs. Il n'en aura que 82 millions de tonnes.

L'Occident ne peut donc se désintéresser de ce problème. Il le peut d'autant moins que le monde communiste feint de pouvoir le résoudre, avec à son actif deux réussites en partie réelles : celle de l'U.R.S.S. et celle de la Chine. Sans doute,

peut-on répondre que l'U.R.S.S. a eu justement la chance que son essor industriel ait précédé son accroissement démographique : c'est un pays pauvre qui est devenu riche, ce n'est pas un pays sous-développé, au sens réel du terme, à savoir soumis à un taux de naissance excessif, qui est passé dans la catégorie des pays développés. Quant à la Chine, nous verrons que son succès, au moins partiel, est dû à un extraordinaire capital de travail, mal employé mais accumulé depuis des millénaires et que ne possède aucun des pays que grise aujourd'hui son exemple. Pour s'en convaincre, il suffit de relire un vieux livre toujours actuel, le récit d'un voyage que fit vers 1890 un missionnaire lazariste, le R.P. Huc. Tout l'essor de la Chine actuelle s'y trouve à la fois prédit et expliqué.

Mais c'est un fait que ce double exemple enflamme et que M. Krouchtchev le prend comme un des thèmes majeurs de ses discours. Les termes sont faux, mais la compétition est ouverte. D'autre part, et sans doute est-ce encore plus grave, le problème des pays sous-développés est devenu un *mythe*. Il émeut les sensibilités. Or nous avons affaire à des peuples beaucoup plus réceptifs aux mythes qu'aux réalités économiques. La conscience d'un « tiers-monde » est un fait à portée plus profonde que l'existence même de ce tiers-monde. Quand un mythe prend cette ampleur, il débouche fatalement en révolution. Si bien que le problème n'est pas tant de s'opposer à une révolution qui renversera les barrières, que d'orienter celle-ci en un sens constructif et d'éviter qu'elle ne soit d'abord, comme beaucoup de révolutions, une accumulation de ruines.

Contresens en chaîne

Or les contresens sur l'origine même des révolutions peuvent provoquer ces ruines. Le premier et le plus grave est d'imaginer que tout se résoudra par je ne sais quel partage ou redistribution des biens. M. Alfred Fabre-Luce a lancé l'idée, reprise depuis par un ministre français, d'un impôt « cosmique ». Cette façon de voir les choses me rappelle l'anecdote, vieille d'un siècle, du militant socialiste allant trouver le baron de Rothschild et lui disant : « Ce qu'il faut pour résoudre le problème social, c'est partager votre fortune ». Le baron de Rothschild tire aussitôt de son gousset une pièce d'un franc : « Voilà votre part ». En premier lieu, la simple infusion d'argent risque, dans des économies fragiles, de déclencher des réactions inflationnistes. Nous n'en pourrions citer que trop d'exemples. D'autre part, les investissements ont chance de ne pas trouver, pour transposer un mot dont on use et abuse en politique, les « structures d'accueil » nécessaires. C'est si vrai que, fait peu connu mais qui suffit à démontrer la vérité de mon propos, actuellement les institutions internationales préposées au problème du sous-développement ne parviennent pas à employer tous les fonds dont elles disposent. Les investissements ne trouvent pas les

structures d'accueil dont je parlais à l'instant. Bien plus, ils se heurteront à ce que nous pourrions appeler des *structures de refus*. Car, non seulement on ne résoudra pas le problème du sous-développement en ruinant les puissances actuellement développées, mais, ce faisant, on enracinera encore le principal obstacle au développement qui se trouve dans les pays sous-développés eux-mêmes. Car « la misère y procède, pour une part importante, des prélèvements effectués par les minorités privilégiées ». C'est ici que prend sa valeur exemplaire le souvenir personnel par lequel j'ai commencé ces lignes. Nul n'a besoin d'insister. Chacun sait comme dans certains États les royalties pétrolières se muent en automobiles rutilantes et en palais sur la Côte d'Azur. Ce phénomène a bien des faces, depuis la grande propriété mal exploitée qui empêche la mise en valeur des terres par une main-d'œuvre importante jusqu'aux circuits commerciaux parasitaires et au prélèvement du revenu paysan par les usuriers. Enfin, comme l'observe si justement M. Yves Lacoste : « Le plus souvent, la misère ne procède pas d'une insuffisance réelle de la production par rapport aux besoins véritables, mais de l'impossibilité dans laquelle se trouve cette population d'acheter cette production ». L'Inde en fournit un exemple éclatant, où l'augmentation de la production agricole se heurte à la limitation du marché. Le gouvernement indien a eu le courage et la loyauté de publier, à ce sujet, un rapport du professeur Dumont qui est probant. Et comment ne pas citer Malthus, dans sa lettre à Ricardo du 7 juillet 1821 : « Dans presque toutes les parties du monde, on voit d'immenses forces productives qui ne sont pas mises en œuvre. Nous expliquons ce phénomène en disant : faute d'une bonne distribution des produits existants, il n'y a pas de motif suffisant à continuer de produire ».

L'existence de parasites là où il faudrait des « entrepreneurs » est probablement l'obstacle majeur au développement, et contre lui aucune aide extérieure ne peut rien. Si l'aide aux pays sous-développés a, dans son ensemble, recueilli jusqu'ici surtout des échecs, telle en est la cause. Une minorité économique agissante qui a investi au lieu de dissiper a produit le développement des pays industriels. Sans cette minorité, jusqu'à présent inexistante, les pays sous-développés ne sortiront pas de leur ornière. Voyez quelques-unes des expériences antérieures. L'échec des États-Unis à Porto-Rico, par exemple, dû au fait que les investissements massifs ont été stérilisés par l'absence de circuits monétaires normaux, la majeure partie de la population étant en situation de chômage chronique. L'O.N.U. a d'ailleurs porté un jugement singulièrement sévère en 1951 (Measures for the economic development of underdeveloped countries) : « Certains pays sont dirigés par des cliques corrompues et réactionnaires qui risqueraient d'être renversées par le peuple s'il n'y avait point d'aide étrangère, mais dont le pouvoir risque en revanche d'être renforcé du fait qu'elles disposent de ces dons étrangers ». On ne peut mieux dire que, dans un certain état de choses, l'injonction de capital ne résoudra rien.

Il y a DES pays sous-développés

Et pourtant, nous l'avons vu, ce problème des pays sous-développés, le monde libre doit le résoudre. Aussi désolantes que soient ces constatations, aussi décourageantes, il le faut. Alors ?

La première démarche d'esprit, si on veut approcher d'une solution, est qu'on cesse de parler du sous-développement comme d'une sorte de mythe indifférencié et des pays sous-développés comme tous identiques à eux-mêmes. Je ne crois pas qu'on puisse résoudre le problème des pays sous-dé-

veloppés pris dans son ensemble. Au contraire, le problème de chaque pays sous-développé, du moins pour beaucoup d'entre eux, est soluble. Il n'y a aucune mesure commune entre le problème de l'Argentine et celui du Japon, pays dont les wagons sont pourtant les plus prêts à être accrochés au train des puissances économiquement prépondérantes ; il y en a encore moins entre leurs problèmes et ceux de l'Union Indienne et de l'Afrique, déjà complètement différents. On n'atteindra une solution que par une spécialisation et des puissances à développer et des puissances développantes. Autrement, nous tomberons fatalement dans un risque, cause d'échec lui aussi de beaucoup des expériences antérieures, celui de la « saupoudration », si on peut user d'un tel néologisme : une dispersion générale qui stérilise l'effort.

Les régions relais

Et ceci amène à introduire une autre idée, celle de zone ou de communauté, autrement dit l'association entre certaines régions ou peuples équipés et certaines régions ou peuples à équiper. Je sais qu'on se heurte à un obstacle : la virulence des nationalismes dans les pays sous-développés, souvent bien étrangers au véritable patriotisme. L'indépendance politique acquise, sous une forme ou une autre, ces peuples visent ce qu'ils baptisent l'indépendance économique. Ils oublient seulement que « l'établissement d'une véritable indépendance économique ne consiste pas dans une rupture vis-à-vis de l'étranger — je cite une fois de plus M. Yves Lacoste — en un isolement, mais dans l'édification d'une économie équilibrée et dynamique qui pourra occuper une place profitable dans le commerce international ». Or, ces pays ont besoin de ce que le professeur Perroux appelle, dans un livre encore à paraître, des « régions relais ». Je dirais de « catalyseurs économiques ». Le rôle de ces « régions relais », « zones », « communautés », qu'on les appelle comme on veut, sera au moins double. En premier lieu, fournir en quelque sorte artificiellement la « classe d'entrepreneurs » qui actuellement fait défaut et par là même la susciter. Ainsi sera brisée la gangue des exploitants traditionnels qui, dans une économie fermée, ne feront, la preuve en a été donnée maintes fois, qu'usurper plus commodément les ressources, tout en confisquant, je le répète, les aides venues de l'extérieur. Pour qu'un pays « développant » puisse jouer ce rôle, il lui faut d'ailleurs certaines affinités historiques ou linguistiques avec le pays à développer. D'autre part, la région relais a pour vocation d'être, pour la région à développer, un débouché privilégié. La grande difficulté pour sortir du sous-développement est une sorte de cercle vicieux. Faute d'un marché intérieur, on ne peut développer la production et l'absence de production empêche la création d'un marché intérieur. L'introduction de la région relais brise ce cercle. Si le Maroc, par exemple, peut continuer de développer son industrie (et il l'aurait pu beaucoup mieux sans des erreurs économiques accumulées depuis deux ans), elle-même distributrice de salaires, donc créatrice d'un marché, c'est dans la mesure où, malgré l'indépendance, la France continue d'accepter l'entrée en franchise des produits marocains (il lui en coûte 15 milliards par an), constituant ainsi le marché interne dont le Maroc ne dispose pas et lui permettant des exportations vers d'autres régions qui ne seraient pas possibles s'il ne disposait pas déjà d'un marché interne — aucune exportation n'est possible, on le sait bien, sans l'appui d'un marché interne. Même en vase clos, les investissements humains, qui sont ou pourraient être un des meilleurs atouts des pays sous-développés, seront illusoire, car

ils ne suppléeront pas au fait qu'on ne crée pas de richesse sans circulation. En même temps, la région à développer contribuera à l'expansion de la région développante, consolidant la zone ou la communauté par le caractère mutuel. Elle-même débouché privilégié, elle permettra un essor de la région développante, essor dont elle tirera bénéfice par un surcroît d'investissements. Et ceci illustre une autre vérité : il n'existe pas de développement unilatéral et l'expansion des pays ayant subi un retard se fera surtout à travers l'expansion continue des pays déjà évolués. A la notion de partage, illusoire et fausse, doit être substituée une notion d'essor commun.

Des tâches universelles

L'idée de « zone » ou de « communauté » est donc la vraie clé pour sortir du sous-développement. C'est si vrai que les seuls résultats tangibles obtenus à ce jour l'ont été par ce moyen, qu'il s'agisse du plan de Colombo qui, s'il déborde le cadre du Commonwealth, lui est du moins accroché, ou qu'il s'agisse de l'effort entrepris dans l'Union Française, puis dans la Communauté franco-africaine, grâce auquel le revenu national des pays sous-développés de cette Union ou Communauté a cru, exprimé en francs constants, de 70 à 90 % en douze ans. Cela ne veut pas dire qu'on ne doit pas entreprendre des efforts d'ordre universel. Seulement ils se situeront sur d'autres plans. En premier lieu, ce sera une stabilisation du cours des denrées tropicales. L'économie de presque tous les pays sous-développés est fâcheusement suspendue à l'écoulement de quelques produits agricoles, généralement en excès dans le monde et, en tout cas, soumis à des variations spéculatives de prix. Tel est le drame fondamental de ces économies, si grave que s'il n'y est porté remède, les autres efforts pour l'essor des pays tropicaux seront voués à l'insuccès. Il faut d'abord assurer au paysan tropical une rentabilité relativement stable de son travail, sous peine de le voir retom-

ber dans l'inertie et la cueillette. La tâche est délicate, car il ne s'agit pas, par des cours artificiels, de lui assurer je ne sais quelle rente pour qu'il se consacre à des cultures inutiles uniquement en vue d'obtenir des primes. Danger dont on peut donner déjà des exemples, là où les cours sont artificiellement soutenus. Mais du moins faut-il que ses produits ne soient plus soumis à de désorientantes fluctuations. Cela a été entrepris sur le plan français, par les caisses de soutien, et sur le plan britannique, par les marketing board. Cela devrait l'être demain sur le plan européen, puis universel. D'autre part, il faut attirer les capitaux avec prudence, mais à un rythme suffisant. Or ceux-ci boudent et on se l'explique, car ces pays sous-développés présentent tous de graves risques politiques. Les investisseurs d'un pays comme la France (pour le citer comme exemple) ont perdu plus de 6.000 milliards d'anciens francs (une année budgétaire) dans l'ancien Empire à la suite des événements politiques. Une telle aventure engendre la timidité. Seule une très large garantie contre les risques politiques, à l'échelon international, rassurera les investisseurs éventuels. Garantie qui se garantit elle-même, car la multiplicité des investissements, pour peu que le cadre de zones définies élimine les principaux obstacles au développement, provoquera un mieux-être qui est la meilleure sauvegarde contre les risques politiques. Ici, sur le plan universel, beaucoup peut être fait pour remédier au sous-développement.

L'Occident le résoudra-t-il, ce problème du sous-développement ? Le mythe sera-t-il démystifié par les réalisations concrètes et tangibles ? Tout l'avenir du monde est en jeu. L'humanité tient entre ses mains très fragiles la clé de son destin. Pour s'en servir, il lui faudra sans doute du courage, mais encore plus de la clairvoyance pour déterminer les vraies causes du sous-développement et donc apporter les remèdes appropriés. Suivant que nous saurons ou non résoudre ce problème, il en va de notre civilisation.

Georges LE BRUN KERIS.

L'AIDE AUX PAYS SOUS-DEVELOPPES DE 1954 A 1959

PAYS OCCIDENTAUX : 17.929 millions de dollars

PAYS COMMUNISTES : 3.800 — —

La moyenne annuelle de l'aide des pays libres aux régions en voie de développement est passé de 2.291 millions de dollars pour la période 1954-1956 à 4.039 millions de dollars pour l'année 1959. Le total général de l'aide, à l'exclusion des réparations versées à la suite de la guerre, représente pour la période allant de 1954 à 1959 inclusivement, 17.929 millions de dollars, dont 12.025 proviennent des Etats-Unis. La France vient au second rang avec un total de 3.825 millions de dollars, suivie par la Grande-Bretagne, avec 1.058 millions de dollars.

La contribution française a constamment représenté une proportion plus élevée du revenu national brut que pour n'importe quel autre pays. L'aide française a été largement dirigée vers les territoires d'outre-mer et les pays membres de la Communauté.

En ce qui concerne les Etats-Unis, les fonds consacrés à l'aide aux pays sous-développés provenaient de divers organismes tels que le Fonds de développement ou la Banque export-import.

L'aide britannique a revêtu la forme de dons et de prêts dirigés surtout vers les possessions britanniques et les pays du Commonwealth.

Parmi les autres pays donateurs, l'Allemagne occidentale vient en tête avec un total de 274 millions de dollars. La Belgique a fourni une contribution de plus de 54 millions de dollars, dont l'essentiel a été dirigé vers le Congo et le Ruanda Urundi.

Au total, l'aide du bloc communiste aux pays sous-développés pour la période de 1954 à 1959 s'élève à 3.800 millions de dollars.

15 ANNÉES D'ÉQUIPEMENT

Bas, la nation la plus jeune d'Europe.

La productivité

De 1949 à 1958, la productivité industrielle a augmenté de 70 %. Elle continue d'augmenter d'environ 7 % par an, un des plus forts accroissements d'Europe.

L'énergie

Depuis quinze ans, la construction de 30 barrages, de 70 usines hydro-électriques, de 14 centrales thermiques a porté la production d'électricité de 18 à 64,6 milliards de kilowattheures par an. La modernisation rationnelle des mines a permis à l'extraction de charbon de s'élever de 47 à 60 millions de tonnes annuelles.

L'équipement

L'expansion économique exige une modernisation et un développement incessants de l'équipement national.

Le système des voies de communication (70.000 km. de route ; 40.000 km. de voies ferrées, 8.000 km. de fleuves et de canaux) est constamment développé et adapté aux conditions modernes des transports.

La production sidérurgique est passée, depuis la guerre, de 5 à 15 millions de tonnes par an. Cette progression doit continuer grâce à l'installation d'un complexe sidérurgique à Dunkerque, qui produira 4 millions de tonnes par an, et par l'implantation en Algérie de l'aciérie de Bône.

Les investissements

La stabilité financière retrouvée favorise désormais à l'intérieur du pays la reconstitution de l'épargne et la venue des capitaux étrangers. Ces investissements se répartissent entre les départements métropolitains, l'Algérie et les Etats de la Communauté. Aucun autre pays ne consacre à l'aide aux régions en voie de développement, ainsi que l'a souligné la B.I.R.D., une part aussi élevée de son revenu national (2 %).

Les échanges commerciaux

L'ouverture du Marché commun, pierre angulaire de l'Europe de de-

main, a donné une impulsion décisive à l'économie française en faisant prendre conscience aux industriels et aux commerçants, ainsi qu'aux pouvoirs publics, des exigences de la concurrence internationale.

L'atome

Quatrième producteur mondial d'uranium, la France a installé trois centres d'études nucléaires : Fontenay-aux-Roses, Saclay, Grenoble. La construction d'un quatrième centre est en cours à Cadarache (Bouches-du-Rhône). Le programme de production d'électricité prévoit pour 1965 : 850.000 kW de puissance installée, 5 milliards de kilowatt-heures de production annuelle, soit un peu plus de 5 % de la production totale d'énergie électrique en France.

L'électricité

Septième pays producteur du monde d'énergie électrique, la France a produit, en 1959, 64,6 milliards de kilowatt-heures. Son équipement hydraulique est exceptionnel : barrages de Tignes, de Donzère-Mondragon, de Serre-Ponçon, de Kembs et d'Ottmarsheim.

Le charbon

Avec un effectif de 230.000 salariés 60 millions de tonnes de charbon extraites chaque année (1938 : 47,5 millions de tonnes), un chiffre d'affaires voisin de 5 milliards de nouveaux francs en 1959, l'industrie charbonnière française est l'un des cinquante « géants industriels » du monde.

Le pétrole

On prévoit en 1960 une production de pétrole brut voisine de 11 millions de tonnes dont environ 8 à 9 millions en provenance du Sahara. Le gaz naturel de Lacq alimente actuellement tout le Sud-Ouest, le Centre et la Région parisienne. Quatorze raffineries d'une capacité de 37 millions de tonnes sont en service. L'oléoduc Méditerranée-Rhin permettra, dès 1963, d'amener directement le pétrole brut dans les deux raffineries dont la création est prévue près de Strasbourg.

LE dynamisme dont a fait preuve l'économie française au lendemain de la seconde guerre mondiale demeurera sans doute l'un des événements européens les plus marquants du milieu du XX^e siècle. Réveil inattendu après l'engourdissement et la décadence économiques des années 30. Résultat paradoxal en période de crise politique permanente, de guerres coloniales incessantes, d'inflation toujours présente et parfois galopante.

Il serait imprudent d'en conclure que la France, seule au monde, est en mesure de jouer indéfiniment et impunément avec le feu : des besoins plus considérables encore sont à satisfaire au cours des prochaines années : d'autres, comme l'Allemagne de l'Ouest et l'Italie, sans parler des pays de l'Est, font beaucoup mieux.

Mais il serait grave que, par indifférence ou aveuglement politique, ou pour sacrifier à une fausse science économique et financière, le gouvernement ne donne pas tous ses soins à la reprise de la course en avant, et empêche cette belle vitalité de s'épanouir dans l'intérêt de tous les Français.

La démographie

La population française s'est accrue de 4 millions et demi d'habitants depuis la Libération, soit d'environ 300.000 personnes par an. La France devient ainsi avec les Pays-

ET DE MODERNISATION

La construction navale

Elle emploie 40.000 personnes ; avec ses sous-traitants, elle en fait vivre 300.000. Une part importante de leur activité est consacrée à l'exportation : les commandes passées au cours de ces dernières années par 29 pays différents s'élèvent à 2 millions 100.000 t.

Les chemins de fer

Par son personnel (358.000 agents) et son chiffre d'affaires (7.700 millions de nouveaux francs), la S.N.C.F. est la plus grande entreprise de France. En 1959, elle a, sur un réseau de 40.000 km., transporté 557 millions de voyageurs et 213 millions de tonnes marchandises. Ses trains, parmi les plus rapides du monde, lui ont valu, depuis douze ans, des commandes de 56 réseaux de chemins de fer.

La construction aéronautique

Avec 85.000 salariés, 2 millions de mètres carrés de surface couverte, et un parc de 23.700 machines-outils, la construction aéronautique a atteint, en 1959, un chiffre d'affaires voisin de 2 milliards de nouveaux francs, les exportations étant supérieures à 20 % du chiffre d'affaires. Depuis la Libération, cette industrie a livré plus de 8.000 avions, hélicoptères et planeurs, et conclu des marchés ou des cessions de licence avec 35 pays étrangers.

L'automobile

Avec un effectif de 175.000 personnes un chiffre d'affaires de 8 milliards de nouveaux francs et une production de 1.283.304 véhicules en 1959, la construction automobile occupe la quatrième place dans le monde. Elle a exporté, en 1959, 643.655 voitures.

Le bâtiment et les travaux publics

Une des cinq grandes industries françaises, elle emploie plus d'un million de personnes et son chiffre d'affaires s'est élevé en 1959 à

24 milliards de nouveaux francs. Depuis la fin de la guerre, 350 marchés ont été passés avec des étrangers.

L'habillement

Au sixième rang des industries françaises de transformation, l'industrie du vêtement emploie 200.000 personnes et son chiffre d'affaires est de l'ordre de 4 à 5 milliards de nouveaux francs.

Elle transforme chaque année de 500 à 600 millions de mètres carrés tous tissus en 200 millions d'articles. L'industrie de la Haute Couture parisienne jouit d'une réputation mondiale.

Les textiles

L'importance des tonnages transformés annuellement — 600.000 à 700.000 t. de matières premières — et celle des effectifs employés — 500.000 personnes environ — la placent au deuxième rang des industries françaises de transformation.

Depuis 1948-1949, l'industrie textile a accru sa production de 36 %, soit près de 5 % par an. Elle exporte chaque année la valeur de 2.200 millions de nouveaux francs.

La sidérurgie

Elle compte 130 usines assurant le travail de 160.500 personnes. En 1959, sa production brut s'est élevée à 15,2 millions de tonnes, soit deux fois plus qu'en 1948, son chiffre d'affaires à 8.200 millions de nouveaux francs ; les exportations françaises (2.600 millions de nouveaux francs) devançant de très loin les importations de produits sidérurgiques, contribuant ainsi largement à l'amélioration de la balance commerciale.

L'industrie mécanique

Elle emploie 600.000 personnes réparties sur 8.000 entreprises. En 1959, son chiffre d'affaires s'est élevé à 22.500 millions de nouveaux francs ; ses exportations ont atteint 1.770 millions de nouveaux francs, zone franc exclue, soit 10 % des exportations

françaises totales. Elle représente ainsi la branche industrielle la plus importante de l'économie nationale.

La construction électrique

Les industries de la construction électrique groupent 1.750 entreprises où travaillent 260.000 personnes ; leur chiffre d'affaires total s'est élevé en 1959 à 9.300 millions de nouveaux francs. Les exportations ont atteint 600 millions de nouveaux francs en 1959. Elle se place ainsi au quatrième rang des industries françaises.

L'électronique

Soixante mille personnes, réparties dans 400 entreprises, réalisent un chiffre d'affaires total qui, en 1959, a atteint 2.500 millions de nouveaux francs, soit six fois plus qu'en 1952. L'industrie électronique équipe le réseau de télévision le plus perfectionné du monde.

L'industrie chimique

Elle compte plusieurs milliers d'entreprises totalisant 230.000 salariés. L'industrie chimique est celle qui a réalisé une des plus fortes expansions au cours des six dernières années : 239 % en 1959 par rapport à 1952. Avec un chiffre d'affaires de 14.300 millions de nouveaux francs, elle place la France au sixième rang des puissances chimiques mondiales.

Le papier

Industrie jeune, grâce à l'effort de modernisation poursuivi depuis la guerre. Elle compte 50.000 salariés. Pour la première fois en 1959, la production de pâte à papier a dépassé 1 million de tonnes.

TÉMOIGNAGES SUR LA CRISE DE LA DÉMOCRATIE

La démocratie parlementaire, idée d'autrefois ?

DEPUIS l'échec de la IV^e République, tout le monde s'est penché sur le malade et tout le monde a émis son diagnostic : crise d'adaptation au monde moderne qui requiert d'autres modalités techniques d'action politique, crise conjoncturelle due à une situation politique momentanément défavorable, ou bien encore conséquence inéluctable du matérialisme qui domine notre vie ?

Les raisonnements les plus pessimistes s'appuient sur le fait que l'affaiblissement de la démocratie parlementaire n'est pas un phénomène spécifiquement français, mais qu'on le constate également dans toutes les jeunes républiques d'Afrique et d'Asie (où cependant la faible importance relative du « public éclairé » et l'absence d'habitudes démocratiques posent des problèmes quelque peu différents). Surtout, et c'est là ce qui semble le plus lourd de menaces pour l'avenir, les milieux généralement bien informés s'accordent à penser que la population jeune du pays ne croit plus à la démocratie parlementaire, et on prête facilement aux jeunes un désir d'efficacité qui contredirait leurs sentiments démocratiques.

C'est se résigner à bon compte. Si les jeunes hésitent en face du concept de démocratie parlementaire, c'est qu'ils n'ont pas l'impression que leurs aspirations aient des chances d'être prises en charge par cette forme de gouvernement. La jeunesse française manque d'ainés immédiats dans les partis politiques comme dans les organismes parlementaires. Il y a, entre la génération aujourd'hui au pouvoir et celle qui naît actuellement à l'engagement politique un hiatus tel qu'il est impossible de prévoir quelle pourra être la physiologie politique de la France dans dix ans.

Il appartient aux partis démocratiques d'agir en sorte que nous n'ayons pas à redouter cette échéance. Mais précisément la crise de la démocratie parlementaire procède de la faiblesse actuelle des partis, qui sont l'expression de la participation consciente des citoyens à la vie politique.

A la fois trop liés aux leaders et obligés, en modérant leurs prises de position, d'éviter des éclats qui pourraient

nuire à leur action, et en même temps trop peu liés à ces leaders, car ils ne peuvent guère donner l'assurance que la politique qu'ils suggèrent sera appliquée par leurs ministres, tels sont les partis actuels, boiteux et désemparés. Les partis démocratiques n'ont plus que le mérite de regrouper des gens qui ont des tempéraments analogues, et de donner l'occasion de rencontrer des personnes influentes dans les cercles gouvernementaux : le parti est une sorte de « Rotary ». La politique se fait ailleurs, et il est normal que les plus actifs et les plus capables parmi les jeunes veuillent être là où elle se fait. Ce ne sont pas eux qui se sont détournés des partis, ce sont les partis qui se sont détournés de l'effort de réflexion politique.

La démocratie parlementaire qu'il faut proposer au pays doit être un appel à la réflexion et au sens des responsabilités. C'est ainsi qu'elle peut être selon le mot des rédacteurs d'*Esprit*, une « idée neuve », qui contient en elle l'espoir de progrès nouveaux.

Actuellement par exemple, combien de députés convoquent au chef-lieu de leur circonscription avant l'ouverture de la session parlementaire ainsi qu'avant chaque vote important, les représentants des mouvements familiaux, des organisations professionnelles, des syndicats ? Ainsi que l'écrivait Bernard Lambert (*Le Monde*, 28 janvier 1959) : « Il ne suffit pas d'associer les gens tous les cinq ans à la gestion de leur pays. Il est au contraire nécessaire de donner aux classes laborieuses une possibilité d'expression qui soit permanente ». C'est pour n'avoir pas su organiser la participation des citoyens à l'échelon de l'élaboration même de la politique, que sous la IV^e République l'Assemblée, constitutionnellement toute-puissante, en réalité impuissante, n'a pas rayonné sur le pays. Ainsi s'est progressivement développé le divorce qui existe actuellement entre l'action politique et toutes les autres formes d'action dans la vie nationale.

La participation des élites politiques à l'élaboration des programmes ne peut plus se faire ni dans les congrès ni dans les comités nationaux des partis. Nous ne sommes plus

à l'époque des formations minoritaires, agissant comme des ferments et dépendant des initiatives d'un petit nombre d'intellectuels et d'élites prolétariennes, dont *le Sillon* offrait un exemple. Le terme de « militant politique » n'a plus de sens dans les partis démocratiques d'aujourd'hui. Comment s'expliquer autrement que nos partis politiques, depuis le temps qu'ils discutent, n'aient jamais mis sur pied quelque chose d'analogue aux intéressantes conclusions du Comité Rueff-Armand, qui n'ont cependant rien de très profondément révolutionnaires. Songez un peu à l'effet qu'aurait produit la conférence de presse d'un secrétaire général de parti politique rendant publiques les conclusions du parti sur ces problèmes ! Pour cela, il faudrait faire déboucher sur le plan politique les conceptions auxquelles chacun peut arriver par sa spécialisation technique et intellectuelle.

Ne vaudrait-il pas mieux remplacer les congrès politiques tels qu'ils sont conçus actuellement par un congrès de doctrine et d'organisation générale de la politique à long terme ? A côté de ces congrès, il faudrait multiplier aussi souvent que possible des *colloques spécialisés*, qui, dans chaque domaine, réuniraient autour des dirigeants du parti, des maires et des conseillers généraux, les techniciens soucieux d'aborder l'action sociale et politique non pas seulement pour mettre au service du pays, comme cela a toujours eu lieu, les capacités professionnelles qu'ils peuvent avoir, mais aussi et en outre pour travailler à transformer l'ordre établi.

Mais cela même ne suffit pas, et ce serait une échappatoire que de penser résoudre la crise des partis démocratiques seulement par le renouvellement de leurs méthodes d'action. La crise n'est pas seulement technique.

A force de les combattre, on se trouve insensiblement amené à vouloir transformer la vie sociale à la façon de nos adversaires matérialistes. On tend à se faire de l'activité politique et sociale une idée purement technique, à assimiler la politique à un art dont les fins propres sont étrangères à la morale et sont uniquement la puissance et la prospérité matérielle de l'Etat, même si notre conduite privée reste soumise aux règles de la morale personnelle. Alors, selon l'heureuse formule de Maritain : « La morale, au lieu de jouer comme consubstantielle à la politique, joue sur elle du dehors, en imposant à une politique amoralisée des règles morales apolitiques ».

La philosophie politique officielle de la V^e République tend ainsi à minimiser l'importance des valeurs morales engagées dans le bien commun. Et par « réalisme », il peut arriver que d'autres hommes politiques se laissent aller à ne plus considérer la politique que sous son angle technique. Il se fait jour une tendance à « municipaliser » l'action politique, à ne considérer que l'aspect gestionnaire des responsabilités des élus.

Peut-on justifier cette attitude en disant qu'en notre XX^e siècle seule la démocratie locale serait vraiment à l'échelle humaine, car les problèmes de politique générale seraient

plus complexes qu'autrefois ? Certainement non. D'une part cette complexité n'empêche pas la démocratie de fonctionner en Angleterre et en Scandinavie. D'autre part cette complexité a toujours existé, et on pourrait même penser qu'avec le progrès des communications et l'ancienneté de notre appareil administratif elle va en s'atténuant. Qu'on pense au contraire aux énormes et quasi insolubles problèmes que posait l'immense empire de Philippe II, quand, parti de Manille, un courrier mettait deux ans à atteindre l'Escorial : voilà bien une époque où seuls le roi et ses ministres pouvaient disposer d'assez d'éléments d'information pour juger d'un problème...

Dans la France actuelle, faire élire des maires, puis des conseillers généraux, puis des sénateurs, c'est actuellement pour un parti le moyen de survivre, et même de progresser. Mais alors si les partis démocratiques ne sont plus que des fédérations d'amitiés villageoises, si la politique est exclue de nos réunions publiques, pourquoi ne pas « adhérer » aux Indépendants Paysans ? C'est un moyen encore plus sûr pour vous et moi d'être élus.

Comment demander au peuple d'avoir un idéal politique si les partis démocratiques eux-mêmes n'osent plus en avoir ? Les raisonnements plus ou moins « réalistes » que l'on peut faire ne parviendront jamais à masquer cette évidence ; la bonne politique est celle du courage. La « crise de la démocratie » a été provoquée par les démocrates qui n'ont pas su avoir de politique claire et franche. Le problème ne sera modifié que le jour où l'on pourra préférer, et donc à la rigueur défendre, la solution de la SFIO, ou du PSU, ou du MRP sur les problèmes pour lesquels il y a quand même encore des gens dans le pays qui s'interrogent : Confédération européenne, politique à mener à l'O.N.U., politique économique, et surtout problème algérien, car la guerre d'Algérie est bien le facteur essentiel de la « crise de la démocratie ». Il est rare dans l'histoire, surtout dans l'histoire des pays démocratiques, qu'une guerre se poursuive si longtemps, alors qu'une importante fraction de la population y est opposée, ou indifférente (ce qui est une forme d'opposition s'agissant d'une guerre). Il est rare aussi qu'un pays démocratique pratique le truquage électoral sur une partie de son territoire, et y supprime la liberté d'expression.

N'est-ce donc pas en définitive viser à côté, ou tout au moins se contenter de demi-mesures, que de s'attaquer à d'autres problèmes qui feraient oublier celui-là ?

La crise de la démocratie parlementaire n'est pas due à une quelconque inadaptation au monde moderne, dont on nous rabat les oreilles, mais plutôt à la faiblesse de notre éthique politique, qui s'est trouvée dans l'incapacité d'assurer le renouvellement d'un concept ébranlé par une crise politique localisée.

Yves GUERMOND,

Ancien responsable national des Etudiants M.R.P.

Syndicalisme et action démocratique

LES réflexions ne manquent pas pour expliquer l'effondrement subit de la IV^e République, mais la plus communément apportée consiste à reconnaître que les institutions créées en 1946 n'étaient plus en 1958 qu'un décor sans vie réelle et sans prise sur la pièce qui se jouait au théâtre France. Autrement dit, la vie économique s'était petit à petit retirée des structures politiques de la Nation, les laissant sclérosées et méprisées, à la merci de n'importe quel coup de boutoir.

Pour s'être donnée une architecture et des méthodes très différentes, voire opposées à celles de sa devancière, la V^e République n'en paraît pas plus solide et plus à l'abri des aventures. Plus le temps passe, plus il devient évident qu'en se donnant le visage d'une monarchie républicaine, la V^e République ne parvient pas à combler ce vide politique qui a permis l'écroulement de la IV^e.

Les « institutions » qui pouvaient donner le change sur le caractère démocratique du régime et qui ont survécu à la révolution de 1958, le Parlement, les partis, voient chaque jour s'éloigner davantage d'elles aussi bien les réalités du pouvoir que le soutien de l'opinion publique. Tout repose de plus en plus sur un homme qui n'a besoin, pour avoir la conviction, d'être la seule source et la seule expression de la volonté de la Nation, que de recueillir les applaudissements enthousiastes des foules massées devant les mairies des villes françaises. En dehors de lui, un vide plus apparent encore et plus inquiétant sans doute qu'au temps de la IV^e, un vide que ne parviennent à combler ni des techniciens, ministres ou non, s'efforçant tant bien que mal dans d'inaccessibles laboratoires, de couler la pensée du chef dans le moule de la technique et de l'efficacité, ni des militaires qui s'imaginent que les humiliations du passé, les tâches impossibles du présent les ont transformés en hommes d'Etat, ni des attardés qui rêvent encore de mettre le pays sous la botte d'un régime totalitaire.

Dès lors, si le Chef de l'Etat peut se tirer par une boutade dédaigneuse du problème de sa succession, comment les démocrates ne pourraient-ils pas sentir l'angoisse monter en eux, quand ils essaient d'imaginer ce qu'il adviendrait demain à la France, si le monarque disparaissait ou si le régime qu'il tient à bout de bras venait sous la poussée de ses adversaires à s'enfoncer dans l'absolutisme, ou encore si, sa force apparente s'effondrant, la V^e connaissait le sort de la IV^e ?

Aussi je pense que, pour les démocrates, il n'y a pas de problème plus urgent et plus essentiel que celui de préparer les conditions favorables à la naissance d'une véritable démocratie politique, c'est-à-dire d'un régime dans lequel les citoyens ont les moyens, d'une part de connaître les affaires de la Nation, et d'autre part de prendre, à tous les niveaux, des responsabilités réelles dans la gestion de ces affaires.

Mais comment préparer cette démocratie ? Un parlementaire de la V^e, survivant de la IV^e, réclamait dernièrement que l'initiative parlementaire soit restaurée. Je ne suis pas sûr que ce soit là une voie à suivre. L'erreur à ne pas commettre consisterait à identifier la démocratie politique aux formes de parlementarisme que la France a connues depuis un siècle. A la réflexion, je me demande si le vice fondamental des institutions politiques de la IV^e — et les nouvelles institutions en sont aussi marquées — n'a pas été leur inadapta-

tion aux grands problèmes qui se posent à notre pays et à l'évolution générale du monde en cette seconde moitié du XX^e siècle.

La IV^e a eu à résoudre des problèmes considérables, parmi lesquels la décolonisation et la renaissance de l'économie du pays. Sur le premier, elle a échoué et elle en est morte; sur le second, par contre, son bilan est positif, mais quelle part réelle les institutions politiques, le Parlement en particulier, ont-elles prise dans ce succès ? Il faut en convenir, bien des réalités du monde moderne, dans l'ordre économique, social et même politique sont d'une nature, d'une complexité et d'une technicité telles que les institutions politiques, conçues selon les schémas classiques dessinés depuis Montesquieu sont impuissantes à les appréhender ; et les institutions de la V^e n'échappent pas à ce juridisme dépassé.

Je crois donc que, loin de se complaire dans la nostalgie, les démocrates doivent se livrer à un énorme effort d'imagination pour inventer des formules nouvelles de structures politiques adaptées aux réalités du XX^e siècle, capables d'assurer à la fois la participation des citoyens à la prise en charge de ces réalités, et l'efficacité de l'Etat pour les surmonter et les contrôler. Certes, je n'apporte pas de solution, mais si déjà les démocrates étaient d'accord pour tourner le dos au passé et pour ensemble rechercher des voies nouvelles, un grand pas serait fait sur le chemin de cette démocratie vivante et dynamique, largement ouverte sur l'avenir dont nous rêvons.

Mais disons-nous bien, au départ, que les structures valent ce que valent les hommes qui les animent et nous avons à « faire » des démocrates pour créer et faire vivre la démocratie de demain. C'est poser d'abord le problème de l'éducation et de la formation des citoyens : si tant de Français font preuve d'une indifférence et d'une ignorance navrantes en face des exigences et des valeurs démocratiques, comme en face des problèmes qui se posent à leur pays, c'est sans doute en raison d'un individualisme, péché mignon des Français, c'est surtout parce qu'on n'a pas su les intéresser vraiment aux affaires nationales. Sous cet angle, la vieille tarte à la crème de la réforme de l'enseignement dans le sens d'une démocratisation poussée prend toute sa valeur.

Le souci de la formation des hommes doit également nous conduire à mettre en œuvre les moyens pratiques pour que les citoyens trouvent un terrain concret où exercer leurs responsabilités. C'est-à-dire que les structures politiques à bâtir devront être conçues avec la volonté de décentraliser et de multiplier les responsabilités, donnant à chacun, à la mesure de ses moyens, un champ d'action où il puisse se familiariser avec les problèmes de la cité et participer à leur solution : communes, départements, régions, etc.

A ce point de mes réflexions qui auraient besoin d'amples développements, je voudrais souligner, qu'à mon sens, dans cette élaboration d'une démocratie politique d'un type nouveau, les syndicalistes libres ont à prendre un rôle essentiel, peut-être même un rôle moteur. Et cela pour un certain nombre de raisons.

D'abord parce que le syndicalisme, qui a en charge, au nom des travailleurs, des secteurs de plus en plus importants de la vie du pays (l'économique et le social) a un besoin évident,

V^e République : le prestige d'un homme se substitue à toute médiation réelle entre le peuple et l'Etat.

pour vivre d'abord, pour réussir ensuite, d'une démocratie politique répondant, dans son ordre, aux mêmes exigences que la démocratie économique et sociale, objectif de l'action syndicale.

D'autre part, dans la mesure où le syndicalisme a su se tenir jusqu'à présent à l'écart des avatars des institutions et des formations politiques — en vertu d'une conception parfaitement légitime, mais scrupuleuse et, je le reconnais, quelquefois par trop négative, de l'indépendance du mouvement syndical — il représente, à une époque où les régimes, les hommes, les forces politiques sont souvent rapidement « mangés », un capital de forces permanentes, neuves, qui peuvent plus facilement que d'autres échapper aux hypothèques du passé. Et ces forces, il convient de le souligner, se trouvent tout naturellement en prise directe sur ces problèmes nouveaux qui transforment les données de la vie nationale et internationale : problèmes économiques, progrès des techniques, poussée démographique, promotion des « peuples de la faim », etc., ; tous problèmes que, précisément, les institutions et les formations politiques, conditionnées par leur passé et leurs habitudes, ne réussissent que très malaisément à appréhender.

Faut-il aussi marquer que, dans le même temps, et en dehors du P.C. et de ses satellites, le syndicalisme libre est pratiquement la seule organisation qui a su se donner de solides assises dans la masse des citoyens et établir entre la base et le sommet des liens, compliqués certes, mais extrêmement précis et vivants. Les structures syndicales, de l'entreprise à la Confédération, en passant par les syndicats, la fédération, l'union locale et départementale, sont fort complexes, mais ce qui fait

la valeur du mouvement syndical, c'est que ces structures sont animées à chaque échelon par des équipes de militants qui ont les moyens et, ce qui est mieux, la volonté de pousser l'échelon supérieur à prendre ses responsabilités, et de prendre les leurs vis-à-vis de l'échelon inférieur. Cette méthode, systématiquement développée d'initiative et de contrôle à tous les échelons, de décentralisation des responsabilités, fait du syndicalisme libre une extraordinaire école de démocratie, dont je pense qu'il n'est pas prétentieux de dire qu'elle est sans équivalent dans notre pays. Ainsi, d'ores et déjà, le syndicalisme dispose d'un réseau de militants couvrant dans toute la France toutes les professions ; et les principaux centres nerveux de l'activité nationale, réseau constitué, ce qui n'est pas indifférent pour notre propos, par des responsables qui, grâce à un effort de formation gigantesque par comparaison avec les moyens financiers du syndicalisme, s'habituent à situer les intérêts des travailleurs dont ils ont la charge et l'action à mener pour les défendre dans le contexte général, social, économique, politique du pays et du monde.

Comment cette démocratie syndicale, imparfaite mais en progrès constants, peut-elle, sans rien renier de ses objectifs propres et de sa nécessaire autonomie, contribuer à une rénovation, dans son esprit, ses structures et ses méthodes, de la démocratie politique ?

Question redoutable, mais que les syndicalistes ne peuvent plus éluder sous peine de faillir à leurs responsabilités de citoyens.

Je crois que tout d'abord le syndicalisme doit prendre une nette conscience de l'évolution qu'il lui faut consentir à lui-

même. Fier à juste titre de son passé, ce n'est cependant pas dans la contemplation de ce passé, ce n'est pas forcément dans les « traditions du mouvement ouvrier » que le syndicalisme trouvera la solution des problèmes qui lui sont posés en 1960. Sa pensée, ses structures, ses méthodes portent encore la marque de ses origines, marque glorieuse mais qui risque d'être paralysante dans le monde de la télévision et de l'atome.

Je suis convaincu que le syndicalisme sera contraint de plus en plus à ne pas limiter son activité à ses tâches classiques. Il devra arracher la classe ouvrière à son isolement et rechercher l'alliance de tous ceux qui partagent et partageront son idéal de liberté, de promotion humaine et de justice. Il parviendra alors, me semble-t-il, à une conception du mouvement ouvrier, comportant à côté d'une branche classique — l'action syndicale proprement dite — une branche institutionnelle dans l'ordre économique, social, culturel dans laquelle, avec d'autres, les travailleurs accèderaient à la gestion de ces secteurs importants de la vie moderne, enfin une branche politique offrant aux travailleurs, là aussi avec d'autres et nous pensons surtout aux ruraux, les moyens d'intervenir dans la direction des affaires politiques de la nation.

Nous n'en sommes pas là. C'est cependant dans ces perspectives que les syndicalistes libres se doivent d'aborder leurs tâches immédiates. Ces dernières comportent pour eux dès le départ un dépassement de leurs divergences et de leurs rivalités actuelles dans une coopération aussi poussée que possible de leurs forces et de leurs efforts, avec la volonté d'associer à cette coopération les éléments de la jeunesse rurale et de la jeunesse intellectuelle qui veulent, comme eux, faire éclater le dilemme capitalisme-communisme et concilier la socialisation nécessaire des structures du pays avec les exigences de la liberté.

Deux voies sont dès maintenant à explorer. La première est celle de la multiplication de cellules de formation civique, réunissant à la base des militants ouvriers, paysans, intellectuels pour habituer ceux-ci d'abord à travailler ensemble, puis à prendre conscience ensemble de leurs responsabilités de citoyens, et à les assumer ensemble, au niveau de la commune, du département, de la nation. De cet effort, à plus ou moins

long terme, devrait naître de nouvelles formes de vie politique capables de donner une physionomie originale à la démocratie de demain.

La seconde voie, à objectif plus immédiat, devrait permettre à des militants syndicalistes, avec l'appui de leurs organisations, de créer un centre syndical d'action politique, qui se donnerait pour mission de chercher à devenir le pôle d'attraction attirant à lui tous ceux, personnalités, cercles, mouvements, partis, qui attendent un point de rassemblement pour sauver ce qui peut encore être sauvé et pour se préparer à faire que, quel que soit l'événement, la France ne soit pas acculée au choix tragique : fascisme ou démocratie populaire.

Certes, les pessimistes auront beau jeu de dire que l'une et l'autre de ces voies nouvelles ont 99 chances sur 100 d'être bousculées par l'action des extrêmes, plus prêts que nous à utiliser l'événement, une action qui peut nous imposer des alliances encombrantes et dangereuses. N'y aurait-il qu'une chance sur cent, et nous en avons heureusement davantage, d'avoir le temps de bâtir au moins les piliers de base d'une démocratie vraie et moderne, nous devons nous mettre dès aujourd'hui aux premiers terrassements : moins nous tarderons, plus vite nous aurons des chances de maîtriser les événements.

Le syndicalisme libre aura-t-il l'audace, saura-t-il prendre le risque de descendre de l'Aventin, sur lequel, pour des raisons historiques et sages, il se complait ? Je crois, en guise de conclusion provisoire, qu'il est de l'intérêt des travailleurs, comme de l'intérêt de la France et de la démocratie, que cette audace soit acceptée et le risque pris. En essayant de tracer ici ce que pourrait être l'itinéraire de cette intrusion du syndicalisme dans l'arène politique, je ne prétends ni exprimer la pensée du mouvement C.F.T.C. auquel j'appartiens (encore que celui-ci ne cesse d'approfondir ses recherches dans le domaine qui nous occupe ici), ni à engager ce mouvement. Ces réflexions se veulent être modestement celles d'un syndicaliste qui, en tentant de faire la synthèse de ses responsabilités syndicales et de ses responsabilités civiques, espère servir à la fois le syndicalisme et son pays.

André JEANSON,
Vice-Président de la C.F.T.C.

La démocratie doit s'enseigner

CRISE de la démocratie. Le fait est une évidence qui se passe de démonstration : l'explication ne s'impose pas avec la même certitude. Les interprétations se proposent nombreuses, divergentes, contradictoires même. Parce que les points de vue diffèrent sur la profondeur de la crise, crise du principe même ou crise d'adaptation. Sans doute aussi parce qu'un phénomène aussi vaste et aussi complexe ne se réduit pas à une cause unique. Entre les nombreux facteurs qui entrent en ligne de compte dans la crise de la démocratie, je m'arrêterai à trois qui ont leur bonne part de responsabilité.

En France, l'enseignement de la démocratie n'est plus assuré. L'école, la seule institution avec l'armée par laquelle passe obligatoirement toute la jeunesse française, ne le fait guère, ou ne l'ose. Pour des raisons diverses dont toutes ne sont pas méprisables, dont quelques-unes puisent

leur justification dans la notion élevée que les enseignants se font de leur mission éducatrice : par une pudeur instinctive qui se tait sur l'essentiel, par respect de la liberté des autres et par crainte de paraître entreprendre sur leur jugement. La conséquence est qu'on n'y parle jamais de la démocratie. Or la démocratie doit s'enseigner : la notion n'en est pas si naturelle qu'elle puisse se passer d'être expliquée, justifiée, illustrée. Non qu'il suffise, comme se l'imaginent trop les intellectuels, d'un enseignement théorique, didactique : l'éducation pratique du comportement importe tout autant. Mais l'enfance et l'adolescence ont besoin d'entendre énoncer explicitement un certain nombre de principes de base : faute de quoi la démocratie dépérira inmanquablement. Ne jamais en parler, c'est la tuer insensiblement. Ces jours-ci, je lisais, à propos d'un grand ensemble immobilier, qu'au moment de donner des noms aux rues,

on avait convenu d'écarter les hommes politiques qu'auraient pu choisir les habitants : mais ces hommes politiques, ils appartiennent au passé de notre pays, ils sont un élément de sa grandeur nationale. Les ignorer, c'est appauvrir notre histoire. C'est la même timidité qui fait négliger d'enseigner la démocratie. Comment s'étonner ensuite que les Français n'y soient pas davantage attachés ? C'est le contraire qui surprendrait.

Cette carence est d'autant plus grave que l'enseignement de la démocratie doit être repris à chaque génération : elle doit faire l'objet d'une éducation continue. Ce n'est pas parce qu'un pays a, une fois dans son histoire, donné son adhésion à la démocratie qu'il a la démocratie dans le sang : chaque génération doit la retrouver pour son compte, en quelque sorte la réinventer à son tour. Cette nécessité est encore plus impérieuse quand à la succession naturelle des générations s'ajoute l'effet de puissants bouleversements sociaux. Le fonctionnement de la démocratie se ressent, en effet, des changements qui affectent la société : elle doit s'y adapter. Or, depuis quelques années, notre société est le théâtre de mutations très profondes : tout change, la nature, le nombre et la complexité des problèmes posés aux pouvoirs publics, les attributions de l'Etat, les rapports de force entre les groupes. Si la pratique de la démocratie demeure immuable à travers ces transformations, il est inévitable qu'elle apparaisse inadéquate. Il lui faut adapter ses

formes d'action, ses modalités aux exigences de la nouvelle situation. Le citoyen ordinaire a conscience de l'anachronisme de certaines pratiques et est conduit à conclure de leur inadaptation à la désuétude de la démocratie elle-même.

La confusion est d'autant plus naturelle que rien n'est moins habituel à notre esprit que de distinguer entre le durable et le passager, l'absolu et le relatif. Le Français a un goût si vif de l'absolu, qu'il en met — ou en cherche — là où il n'a que faire : il croit à une vérité politique absolue, la sienne généralement. Aussi admet-il malaisément que d'autres puissent avoir raison, qu'il puisse y avoir, dans le point de vue de son adversaire, des éléments valables. Ou a ors, s'il échappe à cette intolérance, c'est pour tomber dans un scepticisme généralisé, un relativisme universel. Or la démocratie a besoin, pour fonctionner correctement, d'un tout autre état d'esprit : à mi-chemin entre le scepticisme de qui ne croit à rien et l'intolérance intransigeante qui ne souffre ni discussion, ni compromis. La politique est déjà l'art du relatif et la démocratie est l'organisation légale de la confrontation des points de vue dans une volonté de compréhension. Elle est acceptation des différences légitimes : elle suppose un accord minimum et le soubassement d'une société qui vive normalement. Les crises qui affectent la démocratie ne sont jamais que le grossissement des maux qui éprouvent l'organisme social.

René REMOND.

Pour une synthèse de la liberté et de l'efficacité

CRISE de la démocratie ? Mais qu'est-ce que c'est que la démocratie ? A vrai dire, je ne le sais pas. Je suis incapable d'en donner une définition satisfaisante. Ce que je sais, c'est que je voudrais vivre dans un Etat où l'on s'efforce de réaliser la synthèse de la liberté et de l'efficacité. Je ne crois pas que la liberté qui vire à la pagaie soit la démocratie. Je ne pense pas non plus que l'efficacité pour le plaisir de l'efficacité soit la démocratie. C'est pourquoi je ne peux pas concevoir que la solution de notre problème politique soit dans un retour aux habitudes de la IV^e République ou dans l'instauration d'un régime « fort ». Ce régime, s'il est animé par les militaires, ne serait d'ailleurs pas orienté vers l'efficacité économique, mais vers le rêve d'une fausse puissance, vers l'exaltation inutile du passé et l'exploitation dans l'opinion des complexes d'infériorité que nous traînons avec nous depuis 1940 et Dien-Bien-Phu. A supposer même que ce régime soit décidé à réaliser de grands projets, je doute qu'il y parvienne, incapable qu'il serait de doser les moyens de la grandeur.

Alors... vers quelle solution tendre ? Et pourquoi pas le régime actuel ? Après tout, il nous est possible de nous exprimer et le gouvernement peut sur bien des points démontrer qu'il a agi avec le souci d'être efficace.

Soit. Mais, d'une part, de Gaulle parti il n'y a plus de République et probablement plus de libertés, d'autre part il n'est pas démontré que l'efficacité de la V^e République soit réelle sur le terrain économique. Elle a digéré les progrès d'après guerre. Elle n'a pas ouvert de nouvelles voies. Elle se préoccupe plus de gérer que de créer (le grand résultat de la V^e République a été la poussée des profits). Par ailleurs, lorsque

exceptionnellement elle s'engage dans des tâches considérables comme la force de frappe elle souffre d'un manque de réalisme et paraît ignorer nos retards scientifiques. Les progrès que nous faisons sont à mettre au compte des grandes entreprises et de quelques patrons — privés ou publics — audacieux. L'Etat y a peu de part et par suite l'ensemble du pays. Il suffit d'ailleurs que l'homme de la rue ait le sentiment qu'il est « en dehors du coup » pour qu'effectivement le malaise règne. Nous sommes un trop vieux pays pour qu'il soit possible d'y faire le bonheur du peuple malgré lui.

Tout cela ne donne pas une réponse à cette inquiétude que nous sommes des milliers à partager : *que faire pour éviter d'avoir à choisir entre les colonels et les communistes ?*

D'abord être constructif. Les partisans de la « démocratie » sont battus d'avance s'ils ne sont pas plus novateurs que leurs adversaires, s'ils ne remettent pas en cause, non pas leur idéal, mais leurs méthodes. Voici à cet égard quatre lignes de réflexion :

1° *Ne pas se tromper d'époque* : La plupart des principes qui sont à la base de la doctrine démocratique ont été établis à partir d'une réalité qui n'est pas la nôtre. Il n'en résulte pas que ces principes soient périmés, mais les moyens d'application, eux, le sont.

Ainsi pour l'idée d'égalité : tant que la masse des biens produits était relativement intangible, il était normal que l'on pense à enlever aux riches ce qui manquait aux pauvres. Il a fallu des années pour faire admettre — et je ne suis pas sûr que tout le monde l'admette — que le meilleur moyen de répartir les biens était d'abord de les produire en plus grande quantité.

Ainsi pour la garantie des libertés : dans un pays de trente millions d'habitants où la politique était affaire de politique, de gestion et d'alliance, un contrôle parlementaire pouvant aisément faire contrepois à l'exécutif sans l'empêcher de jouer son rôle. Désormais le pouvoir s'applique à tout. Pour maintenir l'équilibre entre le gouvernant et les gouvernés on a voulu multiplier les contrôles et l'on a provoqué le désordre. En réalité, notre cadre politique ne correspond plus à nos besoins d'organisation. Je m'explique, il ne faut pas beaucoup plus de fonctionnaires centraux pour diriger un pays de la dimension des Etats-Unis que nous n'en avons pour administrer la France. Nous avons une administration trop lourde pour notre dimension. Elle est donc nécessairement abusive. La conduite des affaires nous apporte d'ailleurs un enseignement utile sur ce point. Prenez une firme industrielle, si elle est de petite taille, il n'est pas d'exemple qu'elle fonctionne bien sans un patron autoritaire et exclusif. Plus elle est grande au contraire, plus le pouvoir y est nécessairement déconcentré.

En un mot, je suis persuadé qu'un régime efficace aux dimensions de la France actuelle ne peut être que pesant. La meilleure garantie de liberté serait dans une Fédération Européenne où non seulement le pouvoir central limiterait ses interventions aux cadres d'actions, mais où la diversité naturelle des fédérés serait une garantie de liberté.

2° *Ne pas avoir peur du « gaspillage »* : Il faut savoir que la liberté suppose des discussions, des pertes de temps. Nous nous en effrayons en pensant à la Russie. Nous devrions nous rassurer. Les Russes n'ont peut-être pas les discussions, mais ils ont les excès bureaucratiques et ceci vaut bien cela. S'ils sont plus efficaces c'est qu'ils savent travailler à moyen terme alors que nous sommes toujours le nez sur l'actualité (ce qui est une mentalité très « capitaliste » orientée avant tout vers le profit immédiat).

Cela dit, il arrive effectivement trop souvent que la liberté de critique dégénère chez nous en anarchie.

Rien d'étonnant à cela, les citoyens n'ont pas appris les règles du jeu politique.

C'est ici qu'interviennent les problèmes essentiels de la formation et de l'information.

La formation doit être conçue pour donner aux hommes l'habitude de travailler ensemble (en France, on développe la hantise de copiage au lieu d'encourager l'esprit d'équipe).

L'information doit être multiple pour faciliter la confron-

tation des points de vue avant l'action et des critiques après. C'est difficile. Je sais, les communistes profitent de la liberté de la presse. Mais ce n'est pas en supprimant la presse que l'on supprimera le communisme. Il faut essayer de promouvoir le civisme par l'information. La plupart de nos responsables d'hier et d'aujourd'hui ignorent cet impératif. Ils ont toujours considéré l'information comme une tâche mineure à moins qu'ils ne confondent encensoir et explication.

3° *Ne pas craindre de refondre* : C'est parce que nous avons une administration qui a été la première au monde, des partis qui ont eu leur raison d'être, et que tout cela a fonctionné que nous avons beaucoup de peine à imaginer qu'il faudra en changer si nous voulons surmonter la crise de la démocratie. Regardez ce qui s'est fait de bien en France depuis la guerre, le Plan, l'Europe, tout a été réalisé en dehors des voies classiques. Regardez aussi ce qui se passe dans l'industrie. Les plus brillantes affaires sont celles qui savent changer leur structure en conservant leur caractère. C'est dans cette voie qu'il faut s'engager.

4° *Ne pas avoir peur des hommes* : Nous avons souvent confondu démocratie et médiocrité. Nous avons écarté les leaders susceptibles d'être de véritables chefs d'équipe et nous nous sommes finalement confiés à un grand solitaire qui, pas plus qu'aucun homme au monde, n'est capable de tout embrasser. Ce qui est regrettable dans son cas, ce n'est point qu'il soit un individu hors mesure, c'est qu'il cherche à régner et non à gouverner. Il serait dramatique qu'en contrecoup nous refusions demain de désigner aux postes de responsabilité des hommes de caractère. Seuls, ils sont vraiment capables d'animer des équipes et il n'y a pas de vie publique efficace sans équipe. En plus d'une société industrielle, urbaine, internationale où l'anonymat tend à l'emporter, il est bon de promouvoir l'idée de personnalité. Enfin, la République risque fort d'être à l'image de ses dirigeants. S'ils apportent dans leur tâche la vertu que réclamaient déjà les Romains de leurs sénateurs, ils inciteront chacun d'entre nous à suivre leur exemple. Et cela est nécessaire. La démocratie vivra en effet si chacun réalise un effort sur lui-même pour agir avec un certain « sens » des autres. Au contraire, si chacun continue de croire, comme cela arrive trop souvent, que la politique « c'est leur affaire » (de qui ? On ne le sait pas), il donnera raison à ceux pour qui la démocratie est un accident de l'histoire.

Michel DRANCOURT.

Quelques indispensables distinctions

LES réflexions qui suivent ne prétendent pas traiter, à proprement parler, le problème posé, mais tendent seulement à verser au débat quelques observations concernant la description clinique du mal.

La crise de la démocratie dans le monde est incontestable. Il serait d'ailleurs surprenant que les transformations accélérées auxquelles nous assistons dans le domaine démographique, technique, sociologique, culturel ne remettent pas en question beaucoup de nos traditions, fussent-elles les plus chères. La philosophie, l'art, la morale, la science elle-même, sont aujourd'hui en crise. Il est certain que la démocratie athénienne du siècle de Périclès ou « les grands principes » de 1789 ne fournissent pas de solution directement utilisable

aux problèmes politiques tels que se les poseront bientôt le milliard de citoyens chinois de l'an 2000.

Il convient cependant de ne pas s'en tenir à un niveau trop abstrait d'analyse et, par suite, de procéder à quelques distinctions indispensables.

Le problème n'est pas le même pour un pays en voie de développement et pour une nation déjà fortement industrialisée. Bien que, dans le premier cas, les solutions choisies n'aient pas seulement des répercussions sur les peuples intéressés, mais développeront aussi leurs conséquences dans les sociétés industrielles, la question majeure de la compatibilité de la démocratie et de la nécessaire mutation économique des pays sous-développés ne saurait se confondre avec le pro-

blème du réveil de l'esprit démocratique en France et dans les autres grandes nations occidentales.

A s'en tenir à ce dernier groupe, des symptômes de crise sont certes partout décelables et presque quotidiennement évoqués. La manière dont les candidats à la présidence des Etats-Unis esquivent les vrais problèmes dans leur campagne électorale en fournit l'exemple le plus actuel. Ce serait pourtant une erreur de croire que le mal est partout aussi profond qu'en France. Il ne semble donc pas qu'il y ait lieu de se consoler en feignant de considérer le déclin de l'esprit démocratique en France seulement comme une modalité particulière d'une décadence absolument générale.

La légendaire ténacité anglo-saxonne a su préserver, plus vivante peut-être qu'en aucun autre pays à l'heure actuelle, la grande tradition démocratique. Le maintien des conservateurs anglais au pouvoir n'est pas le signe d'une indifférence croissante de l'opinion à la politique ou d'une attitude systématique de respect pour le pouvoir établi. En fait, contrairement à la légende et aux apparences, le vieux peuple britannique est aujourd'hui plus difficile à gouverner que le français. Les conservateurs se sont bien gardés, à une exception près, celle de la sidérurgie, de revenir sur les conquêtes économiques et sociales de l'ère travailliste, sachant que l'opinion ne l'aurait pas toléré. Tout événement ou tout acte politique important donne lieu, sans délai, à communication et discussion aux Communes, réflexe qui, bien avant l'avènement de la V^e République, avait disparu de la tradition parlementaire française. Ainsi, le peuple britannique demeure en permanence très sensibilisé à un certain nombre de grandes questions, nationales ou internationales; celle de l'armement nucléaire provoque des controverses passionnées et, à l'occasion, des manifestations de masses. Une décision politique aussi aberrante que celle de l'expédition de Suez a soulevé une réprobation immédiate et générale si violente que la discipline militaire elle-même en a parfois subi des atteintes et que, finalement, le leader du parti au pouvoir a dû lui sacrifier sa carrière politique.

Aux Etats-Unis même, quels que puissent être, par exemple, les aspects étranges des campagnes présidentielles ou de certains usages parlementaires et quoiqu'on puisse penser du « complexe » nourri, dit-on, par les masses américaines à l'égard du « Président-Père », il serait hasardeux de considérer la démocratie comme une notion purement formelle. L'Administration donne ou laisse donner en permanence de larges informations sur tous les sujets ou controverses politiques ou techniques d'actualité. La presse ne rencontre pas, dans l'accomplissement de sa mission, les obstacles qui lui sont souvent imposés en Europe, notamment dans les domaines militaire, économique ou financier. Certaines commissions, au Sénat en particulier, se livrent avec une liberté d'esprit et une publicité surprenantes, au regard des usages français, à des enquêtes, des études et des réflexions sur des problèmes aussi vastes et aussi graves que l'évolution des Etats africains, les perspectives relatives à l'approvisionnement des Etats-Unis en matières premières, la remise en question de la

politique étrangère américaine au regard des bouleversements techniques, économiques ou politiques en cours ou prévisibles, etc., établis en collaboration avec des universitaires et experts divers, appartenant à l'administration ou au monde des affaires, après audience des hommes politiques, des chefs militaires ou des directeurs responsables, les rapports souvent publics, résultant de ces travaux constituent pour informer l'opinion et éclairer son jugement, au-delà des magazines à grand tirage, un instrument dont on trouverait difficilement l'équivalent en France.

Dans notre pays enfin, une nouvelle distinction devrait d'ailleurs être faite, selon la nature des questions en jeu. La crise de la démocratie semble, en effet, nettement plus profonde dans le domaine économique que dans les autres. Il en est ainsi, non seulement parce que la participation effective des représentants authentiques des divers milieux intéressés à l'élaboration et à l'exécution des décisions économiques au niveau de la nation, de la région ou de l'entreprise est encore loin d'être assurée, mais parce que la manière même dont se présentent les grandes options économiques nationales est faussée et obscurcie par la déficience, plus marquée que partout ailleurs, de l'information. Des efforts récents tels que le rapport présenté au congrès de 1959 de la C.F.T.C. sur la planification démocratique, ou la mise en discussion devant le Conseil économique de perspectives possibles d'évolution de la consommation ou de l'économie en général pendant la période du IV^e Plan (1962-1965) ont utilement contribué à répandre un minimum de culture économique dont l'absence a probablement constitué en définitive l'obstacle le plus sérieux aux réformes et aux progrès en ce domaine. Là encore, force est de noter que, contrairement à ce qui existe en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et dans beaucoup d'autres pays de moindre envergure, une presse économique digne de ce nom fait cruellement défaut à la France. La place est ainsi laissée libre à la diffusion d'idées qui, pour être de temps à autre revêtues du caractère officiel, n'en sont pas moins puériles ou au succès de prises de position, d'apparence désintéressée, mais au service en réalité de causes particulières bien précises.

Cet effort pour déterminer de façon plus précise les contours de la crise de la démocratie peut aider à choisir des remèdes plus efficaces. Il ne suffit pas, en effet, à partir de la constatation d'un recul de l'esprit démocratique à travers le monde, d'orienter les recherches vers une modernisation des institutions et vers leur adaptation aux exigences et aux besoins de la vie sociale du monde contemporain. Il importe, *hic et nunc*, dans le cadre des institutions existantes, de ne négliger aucune occasion de réveiller une conscience démocratique, quelque peu assoupie en France, mais qui demeure vigilante dans d'autres pays. A cet égard, les contacts et le dialogue entre organisations diverses — politiques, syndicales, sociales — indiscutablement animées de cette volonté et accompagnés d'un effort vigoureux d'information de l'opinion par les moyens divers dont disposent ces organismes, constituent une action indispensable. Pierre DECAMPS.

De la III^e à la V^e

DANS le dernier numéro de *France-Forum*, M. Pierre Pflimlin situe judicieusement la crise de la démocratie française dans son contexte, en démontrant qu'une crise plus générale atteint aussi le tiers monde et même certains vieux pays d'Occident. L'idée démocratique ne semble plus fasciner les hommes. Il n'en reste pas moins que la situation actuelle de la France provient de causes qui sont en très grande partie propres à notre pays.

Regardons la situation en face, et ne tentons pas de faire le procès des hommes. Au reste, la nation tout entière est responsable et chacun de nous a son *mea culpa* à prononcer. Force nous est bien de reconnaître que c'est la guerre d'Algérie qui a mis à genoux la IV^e République, et que c'est bien encore la guerre d'Algérie qui menace le peu de démocratie qui nous reste.

Assurément, on peut imaginer qu'une autre Constitution, qu'une autre organisation du pouvoir, qu'une autre détermination des partis et des citoyens auraient pu faire évoluer la colonisation vers une forme de régime politique mieux adapté à notre époque, sans difficultés graves pour le colonisateur et le colonisé. Mais il est évident qu'au moment où il aurait fallu entreprendre une décolonisation progressive, la nation n'était nullement prête pour cette tâche. De plus, au cours de ces dernières années, au lieu de préparer les Français à accepter l'échéance inévitable, combien d'hommes politiques, d'universitaires, de journalistes, se sont efforcés de bloquer le cours de l'évolution nécessaire.

La IV^e République était malade et la guerre d'Algérie lui a porté le coup fatal. Elle devait régler une affaire qui était au-dessus de ses forces. La V^e, pourtant forte et toute jeune, n'est pas assurée d'en sortir indemne.

Il n'est pas sûr, d'ailleurs, comme certains voudraient nous le faire croire, que la IV^e République aurait cessé d'exister même sans la guerre d'Algérie. Certes, il fallait qu'elle s'adapte et qu'elle se transforme afin de faire face aux exigences politiques nouvelles. Mais cette mue pouvait parfaitement s'accomplir sans que la scène soit abandonnée et laissée à un régime transitoire et hybride, un régime où les hauts fonctionnaires et les technocrates semblent avoir davantage d'influence que les membres des assemblées représentatives.

Les racines du mal de la démocratie sont profondes. Pour le guérir, il faut que surgissent de plus en plus nombreux des citoyens libres et responsables. Or, pour qu'ils le soient vraiment, il faut avant tout qu'ils soient aptes à comprendre la dimension des questions qui se posent à une nation moderne. L'histoire nous apprend que ce n'est pas par hasard que la III^e République a pu fonctionner pendant soixante-cinq ans. Elle disposait entre autres de deux atouts majeurs : il existait des « relais » entre les citoyens et le pouvoir, et ceux-ci étaient assurés par des notables de diverses obédiences ; et, surtout, les électeurs se prononçaient moins sur les différentes affaires politiques, que sur le fait d'être ou non républicain. Pendant toute une longue période, beaucoup de Français se sont af-

frontés en deux camps : ceux qui étaient ou se prétendaient républicains, et ceux qui avaient du mal à l'être. Cependant, il serait injuste de croire que les Français de la III^e République ignoraient les problèmes politiques. Ils les ont connus progressivement et s'y sont intéressés sans prétendre leur apporter de solutions. Celles-ci étaient recherchées et adoptées par les notables, qui s'efforçaient ensuite de convaincre les électeurs de la justesse de leurs idées. La III^e était une forme de République aristocratique, et en fait peu d'hommes participaient au pouvoir. A la veille de la guerre de 1939, la plupart des Français étaient à même de suivre les questions politiques et d'y réfléchir. Mais il s'agissait surtout d'affaires intérieures au pays, donc relativement proches des intéressés. C'était l'époque où la politique extérieure était dominée par l'antagonisme franco-allemand et celui-ci était alors perçu du peuple sous un aspect très sentimental. Lorsque la IV^e République a pris la succession de la III^e, elle a eu affaire à des Français qui avaient été mûris par la guerre et l'oppression nazie. Ils voulaient s'occuper de leurs affaires et n'avaient aucune envie de suivre les « notables » quels qu'ils soient. Subitement, ils se sont trouvés en face d'événements et de problèmes auxquels ils n'avaient pas songé. Les affaires politiques importantes se sont très vite situées au plan international, plan méconnu par beaucoup ou en tout cas éloigné des préoccupations immédiates. C'est pourquoi les partis politiques se sont souvent stérilement opposés sur des affaires intérieures. Ils ont même été orientés par les électeurs vers des questions parfois mineures ! La démocratie a commencé à sentir l'usure au moment où il aurait fallu faire front aux difficultés et entreprendre notamment une politique concrète de décolonisation.

Aujourd'hui, il nous faut remettre la démocratie sur les rails, et pour ce faire un terme doit être mis au conflit algérien qui risque de déchirer gravement la nation. Mais tout ne sera pas résolu pour autant, et une option capitale restera à prendre. Que voulons-nous au juste ? Une démocratie qui estimera ne pouvoir entièrement faire confiance aux citoyens et à laquelle il faudra donc adjoindre un guide ou un « père » ; ou bien une démocratie dynamique dans laquelle l'ensemble des citoyens participera aux choix du pouvoir. Si c'est cette dernière hypothèse qui est retenue, on voit ce qu'elle suppose comme développement de la formation politique, économique et sociologique. Aussi, il semble essentiel de ne pas s'en tenir à l'idée d'une formation simplement civique, entendue dans le sens d'une initiation au fonctionnement des institutions. Les mouvements politiques existants, les groupes d'études, l'Université ont et auront fort à faire ! Les uns et les autres auraient en outre intérêt à adapter leurs méthodes d'information et de formation non seulement au caractère des recherches portant sur des questions particulièrement complexes mais aussi aux moyens modernes d'action sur l'opinion que sont la radio et la télévision, le cinéma et le disque.

André VIAL,

Co-Directeur de « *Témoignage Chrétien* ».

LA DOLCE VITA

et

L'AVVENTURA

L'ANNÉE où sont présentés *La Dolce Vita* de Federico Fellini et *L'avventura* de Michelangelo Antonioni est, pour le cinéma italien, une grande année.

Ces œuvres profondément différentes ont en commun de marquer une étape importante dans la carrière des deux metteurs en scène, d'avoir provoqué les ricanements et les sifflets de nombreux participants du Festival de Cannes 1960, d'avoir été inscrites au palmarès de cette manifestation, enfin de connaître auprès du public un incontestable succès.

Les protestations effarouchées et hypocrites de quelques bien pensants figés dans un moralisme stupide n'ont pas empêché les spectateurs d'apprécier *La Dolce Vita* comme un document humain, social et philosophique incitant à d'utiles méditations, comme le tableau terriblement vrai d'une société opulente et corrompue qui refuse le Christ, et qui, privée d'âme, déboussolée, s'enfoncé tragiquement dans la vanité des turpitudes dégradantes et décadentes. Film loyal, film fiévreux, film réaliste, *La Dolce Vita* révèle en des scènes d'une prodigieuse intensité et d'un lyrisme baroque, tout le fantastique du réel. *La Dolce Vita* est l'œuvre monumentale d'un spiritualiste angoissé qui dénonce avec lucidité les tares et les scandales d'une civilisation en délire, et montre en une fresque apocalyptique ce qu'il est de bon ton de ne pas montrer; qu'il s'agisse des orgies de l'aristocratie romaine, des escroqueries au faux miracle, des procédés odieux d'une certaine presse, Fellini porte le fer dans la plaie sans céder au désespoir et au nihilisme.

Au bout de leur nuit, de leur ennui, de leur veulerie, de leur abêtissement, les fêtards et fantoches de *La Dolce Vita* découvriront peut-être la lumière, cette lumière dont s'éclaireront le sourire et le regard de la jeune fille qui, dans le matin blême, sur la plage triste et froide, fait des signes d'amitié au journaliste Marcello ivre de dégoût mais enchaîné à ses compagnons de débauche — cette jeune fille, au pur profil d'angelot ombrien, visage radieux de l'espérance, n'est-elle pas là pour rappeler que toutes les aubes ne sont pas navrantes ?

Une « aventure » dans le désert de l'amour.

Plus difficile, plus raffiné, plus littéraire, tel apparaît *L'avventura* comparé à *La Dolce Vita*.

Film savant, *L'avventura* apporte, d'après les termes du jury de Cannes, « une remarquable contribution à la recherche d'un nouveau langage cinématographique », ce qui était déjà le cas d'*Hiroshima, mon amour*. Film provocant, il se veut l'illustration du propos d'Antonioni selon qui « l'homme d'aujourd'hui se trouve, dès sa naissance, conditionné par une morale vieillie et des mythes périmés qui l'en-travent, par un conformisme total dans le domaine des sentiments ».

Subtile histoire d'un amour violent et fragile qui se construit sur un amour qui se défait, *L'avventura* déroule sa complexité sous un soleil d'été finissant, dans une ambiance désinvolte et cruelle, dans un décor significatif de falaises inquiétantes, de rochers calcinés, de villes désertes, de places brûlantes, de terrasses vides, d'architectures harmonieuses et austères.

Antonioni est un styliste qui, par les mouvements de la caméra et par des images d'une fulgurante beauté, sait évoquer le désir, la pitié, le déchirement, la solitude, le lent écoulement du temps, l'ambiguïté et la précarité des rapports entre les êtres. Convaincu du malaise à vivre qu'éprouvent l'homme et la femme modernes, Antonioni est aussi un moraliste amer qui ne croit pas au bonheur durable mais qui cherche hors des voies de la révolte et de la faiblesse. Il observe avec une extraordinaire acuité psychologique le mystère des sentiments et leur douloureuse instabilité. *L'avventura* contient d'admirables séquences, des notations audacieuses. Ce film déconcertant et ambitieux constitue une tentative originale de décrire les démarches secrètes des cœurs et des sens dans un univers où le péché et la grâce n'ont pas de place. J'avais été cependant davantage touché par le drame pessimiste d'*Il grido* dont le héros, abandonné par la femme qu'il aime, erre, solitaire, désespéré, perdu au milieu des paysages désolés, des grisailles et des brumes de la plaine du Pô et ne trouve d'autre issue que le suicide.

Henri BOURBON.

1960, l'année du centenaire GUSTAV MAHLER

« **M**ON heure viendra », disait Gustav Mahler face à l'incompréhension du public et des critiques. Mahler est mort en 1911 et l'année où l'on fête le centenaire de sa naissance, son « heure » approche, elle approche même en France où une incroyable méfiance vis-à-vis des musiques étrangères, si elles ne sont consacrées de longue date, anime l'ensemble des milieux musicaux. On voulut longtemps résister à l'emprise de Brahms en niant vigoureusement le génie de l'auteur du *Requiem allemand*, mais il fallut baisser pavillon ; or le même phénomène se produit actuellement pour l'œuvre de Gustav Mahler. Lorsque les organisateurs de concerts et les éditeurs de disques comprendront le « succès » que peut remporter toutes les partitions mahlériennes dans le grand public, le problème sera résolu et on évoquera, avec un sourire méprisant, les quatre (sic !) auditions de Mahler qui ont été données à Paris en trente ans (1920-1950)...

Puisque l'heure de Mahler approche, puisqu'en cette « année Mahler » des maisons de disques ont décidé de pallier la carence des organisateurs de concerts, il faut brièvement tracer un portrait du compositeur et situer son œuvre dans le cours de l'histoire musicale.

Artistiquement et humainement, la figure de Gustav Mahler est complexe, trop complexe pour se laisser cerner en quelques formules. Ses contemporains le considéraient comme un chef d'orchestre génial et despotique car son intransigeance sévit impitoyablement tant à Budapest, à Hambourg qu'à Vienne dont il dirigea l'Opéra pendant dix ans (1897-1907). Par son refus de la compromission, Mahler était vulnérable, il fut attaqué sur tous les plans et il eut cette formule que le Tchéque Kafka aurait pu paraphraser : « Comme Bohémien, je suis méprisé en Autriche; comme Autrichien, en Allemagne ; comme Juif, partout. » Inadapté, pessimiste et mystique, tel est le tempérament profond d'un musicien obsédé par l'idée de la mort. Mahler lit les poètes et les philosophes, Mahler repense longuement les ouvrages qu'il dirige et il ne cesse de diriger. Néanmoins, il est parvenu à l'édification d'une œuvre imposante par ses dimensions, par son élévation de pensée, par la richesse de la matière musicale.

On résumera schématiquement l'esthétique mahlérienne en notant qu'elle constitue un jalon essentiel entre Franz Schubert et Arnold Schoenberg. Elle a hérité de Schubert le charme populaire viennois, la fraîcheur de la mélodie, la simplicité de l'expression tout en annonçant les principales conquêtes schoenbergiennes : atonalité, écriture orchestrale de « solistes ». Certes, l'univers mahlérien appartient encore à la tonalité et son langage se traduit par le déploiement du grand orchestre ; mais l'audace harmonique du compositeur, notamment dans ses dernières pages (esquisses de la *X^e Symphonie*), est une acquisition « moderne ». Quant à l'orchestre de Mahler, s'il est gigantesque (on cite fréquemment le cas de la *8^e Symphonie* écrite pour mille exécutants), il demeure d'une clarté exemplaire. Aux énormes unissons post-romantiques, Mahler préfère une instrumentation très différenciée ; là aussi, il amorce le mouvement de l'art moderne.

Dix symphonies, dont une inachevée, et quelques cycles de lieder, telle est la production mahlérienne. Devant cette œuvre admirable, quelles sont les possibilités offertes au mé-

Trop rarement interprété en France.

lomane français ? Avec beaucoup de chance, il peut, une fois tous les deux ou trois ans, entendre une symphonie de Mahler dans une salle de concert parisienne. Dernière ressource : le disque. Dans le catalogue discographique subsistent quelques lacunes : 2^e, 3^e et 7^e *Symphonies*, mais des réalisations récentes méritent notre attention et notre admiration.

— *Le Chant de la Terre* : Ce grand ouvrage que Mahler composa trois ans avant sa mort marque la synthèse de la symphonie et du lied. Aux six parties correspondent six poèmes tour à tour pour voix de ténor et voix de baryton (ou contralto), sur des textes extraits de « La Flûte chinoise » (recueil réalisé par Hans Bethge). Quatre de ces textes sont dus à Li-Tai-Po, fameux poète chinois du VII^e siècle. Musicalement, *Le Chant de la Terre* est un des bouleversants sommets de l'œuvre mahlérienne. Il vient d'être enregistré en un disque admirable sous la direction de Paul Kletzki avec la participation de Dietrich Fischer-Dieskau et de Murray Dickie. Dans sa version stéréophonique, l'enregistrement du *Chant de la Terre* est, techniquement, une des meilleures réalisations de ces derniers mois (1).

— *Les Symphonies* : Le nom de Bruno Walter, disciple de Mahler, est associé aux symphonies mahlériennes. Walter possède la tradition, le souci du détail, le sens de la construction et des valeurs, enfin la grande inspiration qui permet les véritables réussites. La firme Philips a édité les interprétations de Bruno Walter des 1^{re}, 4^e et 5^e *Symphonies* (2).

— Une réalisation plus modeste, un numéro de la revue « Musique de tous les temps » qui joint à un petit disque 17 cm. une abondante documentation graphique, représente une excellente initiation à l'œuvre de Mahler. Sur le 17 cm. sont gravés deux extraits de la 3^e *Symphonie*, partition la plus longue de Mahler qui dure 1 heure 50. Ces extraits laissent espérer une prochaine version intégrale. (3)

Les disques sont là. Souhaitons que la curiosité des mélomanes permette enfin de replacer Mahler à son juste rang. Le public a la parole, mais qu'il médite cet appel de Schoenberg qui servit de dédicace à son « Traité d'Harmonie » :

« Je consacre cet ouvrage à la mémoire de Gustav Mahler (...) C'est un hommage rendu à son œuvre, une preuve que cette œuvre, devant laquelle les musiciens cultivés passent avec dédain, voire avec mépris, un homme l'adore, qui peut-être s'y connaît aussi. » C'était en 1911...

Claude SAMUEL.

(1) La Voix de son Maître, ASD 351/2.

(2) Philips L 01.150 L, L. 09.406 L et L 09.407/7 L.

(3) « Musique de tous les temps », N° 9.

La fin d'une guerre, Indochine 1954

PARU en librairie depuis plus de six mois, l'ouvrage de Philippe Devillers et de Jean Lacouture, « La fin d'une guerre », ne semble pas avoir fait encore dans la presse l'objet des commentaires que justifient son importance et son intérêt. Sans doute l'actualité est-elle anormalement chargée, sans doute aussi un sujet qui fut brûlant, est-il prématurément tombé dans un certain oubli. Mais la cause primordiale de ce silence réside, à mon avis, dans l'effort nécessaire pour lire avec l'attention requise un livre très dense et dont le sérieux peut paraître à certains confiner à l'austérité. Au surplus, il ne s'agit pas d'une œuvre que l'on peut résumer en quelques lignes et approuver ou condamner avec une pirouette. Un temps de médi-

tation, de classement des idées de retour sur des sentiments bien enracinés, s'imposent même pour le spécialiste.

Les auteurs sont bien connus par les ouvrages ou les articles qu'ils ont déjà publiés. Philippe Devillers a donné aux Editions du Seuil en 1952 une très utile Histoire du Vietnam de 1940 à 1952. Sans doute cette « Histoire » ne peut-elle prétendre à l'objectivité sercine qu'implique son titre : c'est l'œuvre d'un écrivain engagé. Elle est donc très souvent partielle dans les jugements et appréciations, et elle comporte aussi d'importantes lacunes. Elle reste cependant le seul effort authentique de recherches et de synthèse qui ait été accompli. Quant à Jean Lacouture, dont on sait la place qu'il occupe

au journal *Le Monde*, il n'est pas seulement un excellent spécialiste de l'Egypte et du Maroc, il a fait partie de cette équipe de journalistes qui avaient accompagné en Indochine le général Leclerc et l'on n'a pas oublié la série de brillants reportages qu'il a donnés au journal *Le Monde* à la fin de 1959 à la suite d'un voyage au Vietnam, au Cambodge et au Laos.

J'ai déjà dit qu'il n'était pas possible de résumer un ouvrage de cette importance, de cette précision. Rapide et succinct sur les campagnes et les batailles, c'est essentiellement le récit minutieux de la négociation qui devait aboutir à la paix précaire du 20 juillet 1954 : 22 chapitres sur un total de 29 sont, en effet, consacrés aux pré-

liminaires de la négociation et à cette négociation. On ne peut qu'admirer la richesse de l'information, le nombre des documents consultés et cités, comme le souci des auteurs de procéder constamment à des recoupements en interrogeant les acteurs ou les témoins de ce qu'il faut bien appeler ce drame. Sans doute peut-on observer, et les auteurs ne l'ont certainement pas oublié si l'on se réfère à certaine note significative, que parlant cinq ans après les événements, il était facile à ces acteurs ou à ces témoins de colorer, favorablement pour leur clairvoyance, leur attitude ou leur opinion.

Il est tout à fait possible qu'un examen minutieux permette de découvrir dans ce récit certaines omissions, certaines erreurs d'appréciation. Je n'ai pas entrepris cette recherche pour cette raison que je n'ai pas suivi personnellement cette période de l'Histoire de l'Indochine et si je crois à la solidité de la documentation quant aux faits, je pense que leur interprétation pourra justifier de temps à autre les nuances que ne manqueront pas d'apporter après lecture certains spécialistes. De cette étude une conclusion devrait ressortir : la quasi impossibilité de cette négociation bilatérale de la France et du Vietminh que certains ont si souvent préconisée. Depuis son origine le problème indochinois n'a jamais cessé d'être un problème international, et c'est déjà ce que Paul Mus, parachuté au Tonkin, télégraphiait de Hanoï avant même le coup de force japonais du 9 mai 1945. D'un autre point de vue, on lira certainement avec infiniment d'intérêt, au moment où vient d'échouer une conférence au sommet très attendue, les péripéties d'une grande conférence non seulement passionnantes par un continu et dramatique « suspense », mais aussi très suggestives.

Les derniers chapitres de « La fin d'une guerre » qui sont l'œuvre de Jean Lacouture (il est à noter que les deux auteurs ont la loyauté de nous indiquer les chapitres dont ils sont personnellement responsables) constituent le tableau de l'Indochine d'aujourd'hui, tracé pays par pays avec précision, pénétration et évident souci d'objecti-

tivité. En employant ce dernier terme, je songe plus particulièrement à la description du Sud-Vietnam et du régime du Président Ngo Dinh Diem. On a l'impression que l'auteur a tenu, sur un sujet très controversé, à se montrer absolument équitable. C'est ainsi qu'il écrit : « Si la rancune du chef de l'Etat Vietnamien nous paraît injuste à l'égard d'une nation (la France) qui, après avoir fourni à son pays une infrastructure considérable, s'est battue huit années durant sur son sol contre ces communistes qu'il abhorre, il faut admettre qu'elle se nourrit à des sources nombreuses ». Certains ne pourront s'empêcher de penser que ce jugement est non seulement très équitable, mais aussi très généreux. L'analyse des forces et des faiblesses du régime Diem apparaît substantiellement exacte, compte tenu de ce que des événements postérieurs au voyage de M. Lacouture conduisent à une vue plus pessimiste de l'avenir que celle qu'il formulait fin 1959.

La situation du Nord-Vietnam, qu'à ma connaissance l'auteur n'a pu visiter depuis le retour de la paix, traduit, malgré des sympathies anciennes et évidentes pour les hommes, la même volonté d'objectivité : le pénible spectacle que fournit aux observateurs le Tonkin d'aujourd'hui et notamment cette ville merveilleuse que fut Hanoï, n'est nullement fardé. Même ceux qui n'ont pas entretenu les espoirs de M. Lacouture sont obligés de partager l'émotion et la tristesse qui imprègnent, malgré la sobriété de la rédaction, le chapitre intitulé « Le Nord-Vietnam en bleu de chauffe ».

Un très récent voyage me permet de dire que s'agissant d'un pays que je connais bien, la présentation du Cambodge par l'auteur est excellente et particulièrement bien venue ; elle abonde, en effet, en traits pittoresques qui sont aussi très significatifs : la politique de neutralité du prince Sihanouk, justement opposée par celui-ci au neutralisme, est clairement expliquée dans ses données comme dans ses origines. L'auteur a mille fois raison de considérer que le Cambodge constitue un champ d'expérience privilégié et l'on ne peut que souscrire à ce jugement : « Ce qui peut être réalisé au

Cambodge pourrait servir de test en vue d'une politique de l'Occident vis-à-vis de l'univers de Bandoeng ».

La tragédie que constitue le problème de la survie du Laos, petit pays faiblement peuplé, étiré en longueur face à ses redoutables voisins, est nettement exposée, sans excès de bienveillance pour les dirigeants laotiens et certains de leurs conseillers ou animateurs. M. Lacouture ne mâche pas ses mots : « Transformer en avant-garde de la stratégie occidentale un peuple aussi peu belliqueux que celui du Laos et au surplus déçu par les formes que revêt chez lui le soutien de l'Ouest, était absurde et dangereux ». Si l'on admet que la prudence s'impose au gouvernement laotien et à ses inspirateurs — et ces derniers semblent l'avoir compris — il n'est pas permis cependant d'oublier la pression constante, qui a pris à plusieurs reprises figure d'agression, exercée par le Vietminh depuis la fin de la Conférence de Genève par l'intermédiaire du mouvement Pathet-Lao, dirigé de Hanoï, et des minorités ethniques, dont certaines sont établies à cheval sur la frontière du Nord-Vietnam et du Laos. Si des maladresses ont été commises, elles sont expliquées, sinon toujours justifiées, par une menace qui ne s'est jamais relâchée.

Avec le premier chapitre, dont le titre est évocateur, « Sept ans d'aveuglement » (il s'agit des années qui depuis la défaite japonaise ont précédé la négociation), ce sont évidemment les conclusions : « Si c'était à refaire » qui motiveraient les commentaires les plus abondants et les réserves les plus sérieuses, mais il faudrait y consacrer tout un ouvrage et peut-être plusieurs tomes. On peut suivre les auteurs quand ils estiment, compte tenu d'une part de la situation existante en Indochine en 1954 et d'autre part de celle que l'on constate aujourd'hui, « qu'on ne peut condamner ce qui a été fait à Genève ». On peut comprendre leurs sentiments quand ils déplorent que la solution de 1954, valable dans l'ensemble, ait eu la conséquence tragique de faire du Nord-Vietnam « un satellite étroitement inféodé à la Chine », en contradiction avec l'histoire millénaire du Vietnam et la politique suivie avec

succès depuis plus d'un demi-siècle par la France. Il est difficile de ne pas citer ces phrases essentielles de leurs conclusions : « N'avoir pas vu que l'enjeu essentiel du conflit indochinois n'était pas le maintien intégral ou camouflé de structures impériales, mais bien la sauvegarde d'une frontière historique, du « limes » séparant la Chine de l'Asie du Sud-Est, s'être mis en posture de perdre cette bataille-là (et nous l'avons perdue deux fois, en 1946 d'abord, 1947-1948 ensuite) là est la faute capitale que l'Histoire risque fort de ne pas pardonner. Cette frontière, est-il

nécessaire de le dire, ne pouvait être tenue qu'avec tous les Vietnamiens, y compris les marxistes ».

Sans engager, ici et maintenant, une discussion, on peut affirmer tout d'abord que la nécessité historique de tenir le Tonkin a toujours été présente dans l'esprit des responsables et pour les raisons mêmes qu'indiquent les auteurs. On peut ensuite exprimer, en se fondant sur des données certaines, un doute très sérieux quant aux chances que nous aurions eues de tenir ladite frontière avec l'aide des marxistes. La

vraisemblance paraît au contraire que, sans l'action poursuivie jusqu'à Genève, et cela ne signifie pas que l'on excuse certaines erreurs, la Chine aurait aujourd'hui dans sa mouvance un satellite dont l'aire territoriale couvrirait non seulement le Tonkin et le Nord-Annam, mais toute l'Indochine.

Léon PIGNON,
ancien Haut-Commissaire
de France en Indochine.

(1) *La fin d'une guerre*, par Philippe Devillers et Jean Lacouture. Éditions du Seuil 1960.

Le socialisme vivant de Jules Moch

LE socialisme français n'échappe pas à la crise des socialismes européens qui affecte aussi bien la social-démocratie allemande que le travaillisme britannique. Plus que l'échec électoral, la sclérose d'une doctrine en retard de plusieurs décennies sur l'analyse correcte de l'évolution économique, l'embourgeoisement des cadres et la chute d'agressivité des militants provoquent une remise en question qui, pour le socialisme français, risque d'être plus déchirante qu'elle n'apparaît au premier abord. Des dissidences notoires, la création du P.S.A. et, en dernier lieu, celle du Parti Socialiste Unifié sont autant d'étapes publiques d'une crise interne qui affecte profondément la S.F.I.O. M. Jules Moch a essayé devant ces menaces de désagrégation, de repenser la doctrine et de présenter un *Socialisme vivant*, outil politique valable et efficace en 1960.

Pour séduire la jeunesse, il faut rallier le socialisme, c'est à quoi M. Jules Moch s'est appliqué. Il le fait avec conviction et bonne foi. La présentation sous forme de lettres à un jeune homme (le sous-titre porte *Dix lettres à un jeune*), formule agréablement classique, donne à la démonstration une plus grande aisance et permet une rapidité de style épistolaire qui n'est pas sans charme.

Ce n'est donc pas un traité doctrinal systématique, mais plutôt, sur le ton de la causerie, une apologie modérée d'un socialisme épuré et rénové. Cela permet de passer plus vite sur les difficultés et de se contenter de certains raccourcis historiques ou philosophiques de l'espèce de celui sur le servage : « Ce régime qui s'appliquait au début à tous les ruraux et à de nombreux citadins a été balayé dès la Révolution, en août 1789 » (2). L'Histoire, surtout lorsqu'on fait appel à elle pour fonder une doctrine politique mérite plus de respect. Qu'en est-il de l'analyse du présent ?

Le souci de l'auteur est double : bien distinguer le socialisme du communisme et dans la mesure où il se réclame encore de Marx, faire la part de ce qui a vieilli et de ce qui peut encore servir dans le marxisme. La paupérisation accélérée du prolétariat, la concentration toujours croissante du capital, le cycle infernal des crises, etc., tous ces concepts traditionnels sont rejetés comme périmés.

Non seulement l'instrument d'analyse est reconnu comme en très grande partie hors d'usage, mais encore avec un réel souci d'objectivité M. Jules Moch écrit : « Les socialistes doivent donc admettre aujourd'hui que le capitalisme a su s'adapter au régime qu'il a créé, faire disparaître ou du moins

atténuer sensiblement ses vices ». La doctrine doit désormais se soumettre au réel économique présent pour avoir prise sur lui. Le matérialisme historique mitigé de Jaurès, interaction des structures économiques et de la volonté des grands hommes est réaffirmé, mais débarrassé de toutes les considérations proprement philosophiques qui le fondent dans le marxisme classique.

L'objectif du socialisme cesse d'être l'appropriation collective et totale des moyens de production. Se fondant sur l'analyse des formes les plus raffinées et les plus diluées mais aussi les plus puissantes du capitalisme contemporain : trusts, holdings, etc., J. Moch donne comme fin au socialisme, le contrôle du pouvoir économique et une planification assurant : « l'expansion équilibrée de l'économie, la satisfaction des besoins collectifs et individuels, la répartition équitable du revenu matériel, l'accroissement de la participation des travailleurs à l'élaboration du plan ». Supprimer le prélèvement du capital sur le travail, réunir propriété et travail, tels deviennent les buts limités et précis du socialisme remis à jour.

Formulés avec modération, accompagnés d'une déclaration lyrique sur le respect de la propriété privée des instruments de production artisanaux et ruraux, ces fins présentées comme des

objectifs à obtenir à longue échéance par la voie de réformes successives pour le plein épanouissement *spirituel et moral* de l'homme apparaissent comme légitimes et acceptables à tout esprit épris de justice sociale.

Non seulement il n'est plus question de conquête du pouvoir par la révolution, de la dictature du prolétariat (Jules Moch souligne très fortement ces différences avec le communisme), mais la venue au pouvoir des socialistes ne signifie nullement désormais qu'ils vont passer à l'application intégrale de leur programme, il faut d'abord que l'évolution de la législation, de l'état d'esprit le permette. La perspective est définitivement *réformiste*. L'état social ne peut être réformé que de l'intérieur et avec l'accord des intéressés. La réforme désamorce la Révolution.

Dans tout ce réalisme, ce souci de sagesse, cet effort pour souligner l'aspect moral du socialisme il y a une preuve de maturité et de bonne volonté à laquelle les autres familles politiques françaises (3) seront sensibles ainsi qu'à cette reconnaissance de la patrie comme un cadre vivant, vrai et valable : « Les socialistes de France sont français avant d'être internationaux et ne

sont internationaux que dans la mesure où leurs liens avec des « partis-frères » ne nuisent pas aux intérêts de leur propre patrie. Ils reconnaissent donc le « fait national » et se proclament meilleurs Français que les nationalistes parce qu'ils cherchent le grandeur de leur pays non dans une suprématie sur les autres, mais dans la collaboration, la paix et la justice ».

Sur des bases semblables bien des accords pourraient se nouer avec les démocrates non socialistes. Mais sur d'autres points la sclérose doctrinale n'a pas disparu, par souci de tactique ou par impuissance de l'imagination.

Cette impuissance à se débarrasser de l'optique laïciste — la démocratie est fondée sur « l'idée laïque, acte de confiance dans la raison humaine », la religion est un phénomène privé cantonné dans la conscience individuelle, l'école unique doit être laïque — rend hypothétique tout cet effort de rajeunissement. C'est dans ce seul domaine où tout le progrès était à faire qu'aucun pas en avant ne l'a été. Regrettons-le. D'autant que par ailleurs on en a rajouté pour séduire à tout prix. A force de modération on a énervé la pensée et émoussé le raisonnement. Un

tel livre n'effrayera guère le bourgeois mais comment enthousiasmerait-il un jeune ? Il manque de cet allant, de ce dynamisme, de cette confiance dans l'avenir qui arrache la conviction. De ce socialisme français doctrinalement stérile, aucun nom ne se détache depuis des années, sinon celui d'un mort : Léon Blum. Et, après nous avoir démontré tout au long du livre qu'analyses communes et conclusions politiques doivent être revues, Jules Moch en terminant nous cite un texte de Léon Blum, vieux de 40 ans, mais qui n'aurait pas vieilli ! Ce n'est pas le moindre des paradoxes de ce livre.

Jean CHELINI.

(1) Jules Moch. *Socialisme vivant. Dix lettres à un jeune*. Robert Laffont, Paris, 1960, 203 p., 7,80 NF.

(2) Le servage qui n'existait plus qu'à l'état de traces au XVIII^e siècle en France, fut aboli par Louis XVI, dans les domaines royaux en 1779 ; seuls subsistaient en 1789 environ 600.000 mainmortables sur 25.000.000 de Français, groupés surtout dans la région du Jura.

(3) L'auteur est particulièrement aimable pour le M.R.P. qui, à ses yeux, bien que « foudroyé d'obéissance » à l'Église, n'en est pas moins « un parti jeune né de la Résistance... le fait nouveau de notre époque ». Dont acte !

Lisez les livres des collaborateurs de

FRANCE - FORUM

Pierre FOUGEYROLLAS		
La philosophie en question	Denoël	
Le marxisme en question	Seuil	
René REMOND		
Le communisme, les catholiques et les crises	A. Colin	
Jean-Marie DOMENACH		
Yougoslavie	Seuil	
Claude SAMUEL		
Serge Prokofiev	Seuil	
Etienne BORNE		
Dieu n'est pas mort	Fayard	
Pierre-Henri SIMON		
Théâtre et Destin	A. Colin	
Portrait d'un officier	Seuil	
Raymond ARON		
La société industrielle et la guerre ..	Plon	
Jacques FAUVET		
IV ^e République	Fayard	
André PHILIP		
Pour un socialisme humaniste	Plon	
François FEJTO		
Dieu et son Juif	Grasset	
Maurice SCHUMANN		
Mazarin	Hachette	Réalités
André FONTAINE		
L'Alliance Atlantique à l'heure du dégel	Calmann Levy	
François FONTAINE		
La démocratie en vacances	Julliard	
Claude ALPHANDERY		
L'Amérique est-elle trop riche ? ..	Calmann Levy	
Edmond MICHELET		
Rue de la Liberté	Seuil	
Georges SUFFERT		
Les catholiques et la gauche	Maspero	
Jean ONIMUS		
Péguy et le mystère de l'histoire ..	C.A.P.	
André DARRICAU		
Marc Sangnier	Edit. ouvrières	
R. REMOND, J.-P. PREVOST, E. BORNE, P.-H. SIMON		
L'Armée et la Nation	Fayard	
Jacques MADAULE		
Jules César	Seuil	
Pierre DHERS		
Nouveau regard sur les années 40 ..	Flammarion	
Henri FRENAY, André PHILIP		
L'Europe au défi	Plon	
Jean CHELINI		
La ville et l'Eglise	Edit. du Cerf	
Pierre BAUCHET		
L'expérience française de planifi- cation	Seuil	
Georges HOURDIN		
Camus le Juste	Cerf.	

Charles Peguy aux enfers

par Etienne BORNE

QU'UN Henri Guillemin, historien informé, soupçonneux, inflexible soit lâché à travers le Panthéon des célébrités littéraires et politiques du XX^e siècle, il y aura après son passage des auréoles brisées, des niches vides, des vitraux bien grattés de leurs enluminures. C'est ainsi qu'un Alfred de Vigny, un Benjamin Constant, contraints de passer aux aveux les plus noirs et de déposer leurs personnages glorieux de Poète pur ou de Libéral exemplaire, apparemment grelottants et nus sous la bourrasque de jugement dernier que soufflait sur eux l'Archange intraitable. Car Henri Guillemin tient justice d'enfer, il exerce ses fonctions de procureur pour l'outre-tombe à l'enseigne de Minos-Eaque-et-Rhadamante réunis, et comme le tribunal à trois têtes du mythe platonicien, il convoque au rendez-vous de la suprême dérision les âmes seules, méthodiquement dévêtues des légendes abusives et des réputations usurpées.

VOICI qu'aujourd'hui Charles Peguy subit à son tour l'épreuve de la descente aux enfers, et dans cette lumière d'au-delà de la nuit, Henri Guillemin inclinera l'oriflamme du chevalier et entreprendra le compte rigoureux des salissures qui le souillent : Peguy, dreyfusard sans logique et sans mémoire, s'est commis avec Barrès et les barrésiens qui étaient du pire côté au moment de l'Affaire ; il a même été l'ami de Millerand, ce faux socialiste, qui devait, comble de honte, se lever jusqu'à l'Élysée, d'où, bonne leçon pour Peguy, il a été chassé par les braves gens du Cartel des gauches pour être remplacé par l'honnête Doumergue. Comment Peguy peut-il faire figure d'esprit libre, lui qui a tiré à boulets rouges sur la Sorbonne sociologiste, rationaliste et radicale, alors si dévouée à la libération intellectuelle de la France ? Autre dérèglement coupable, ce singulier chrétien n'aimait les saints que cuirassés, casqués, capables de monter à cheval et il poussait la démesure belliciste et revancharde jusqu'à se refuser à considérer les Vosges comme une frontière de paix et une sorte de ligne Oder-Neisse, que tout progressiste se doit de tenir pour sacrée. Bref il est démontré par Henri Guillemin qu'il y a un Charles Peguy indéfendable, celui qui n'aurait pas signé de manifeste pour l'insoumission, et qui, provocation peu admissible, a exactement fait ce qu'il fallait pour être haï par Siné, méprisé par Jean-Paul Sartre et se rendre odieux à l'« Express ».

D'UN mot, et pour aller d'un coup à l'extrême de l'horreur, Peguy n'a pas été complètement et jusqu'au bout un homme de gauche. Et c'est pour le grand juge d'enfer le commencement du péché contre l'esprit. En vérité l'œuvre de Peguy, qui n'a jamais été de complaisance pour une puissance établie, son itinéraire qui a été juste le contraire d'une carrière, mettent en échec l'idée assez manichéenne que se fait de la droite et de la gauche un certain « parti intellectuel », qui, pas plus en 1960 qu'en 1910, ne saurait passer sans cléricalisme insupportable pour la seule et véritable église de l'esprit.

CHARLES PEGUY, et c'est ce que Henri Guillemin ne veut pas comprendre, a été l'homme de plusieurs fidélités, qui se contrariaient mutuellement et qu'il a vécues ensemble, mettant ainsi le déchirement dans son cœur et d'apparentes contradictions dans sa vie : amour de la patrie charnelle et sens de la justice universelle, et plus profondément honneur humain et charité divine. Qui opte, sépare, oppose, il établit l'ordre dans sa pensée, la logique dans sa vie et, s'il a quelque don d'expression, sera aisément un héros de camp et de parti. Refuser de choisir et croire à l'incroyable convergence de toutes les mystiques, c'est se condamner à la solitude et la contestation, et se perdre pour que tous soient sauvés. Que parce que Peguy a été tour à tour et à la fois « socialiste » et « nationaliste », on puisse en faire un précurseur du nazisme, cette atroce bévue est indigne de Henri Guillemin et elle autorise à interjeter appel de cette justice d'enfer.

ON accordera certes à Henri Guillemin que Peguy, cédant au démon familier des polémistes, a souvent passé la mesure et par exemple à l'égard de Jaurès (et qui écrira en réparation le chapitre des morts parallèles de Jean Jaurès et de Charles Peguy, pourquoi pas vous, Henri Guillemin ?) Il reste que le plus décevant Jaurès a participé à cette dégradation politicienne, sectaire, combiste du dreyfusisme qui a été intolérable à Peguy. D'ailleurs Henri Guillemin, lui-même, après nous avoir fait craindre le pire, ne peut s'empêcher de s'amollir et, au terme, de renvoyer l'accusé presque absous. Car Peguy était pour les communards et non du côté de Thiers, pour la chrétienté de saint Louis et non pour l'Ordre moral de Mac-Mahon ou de Pétain, et, continuons à brouiller les temps, pour les prêtres-ouvriers et non pour les bureaucraties du Saint-Office. Bref, il avait, en effet, « la République dans le sang », mais ce n'était pas la république des camarades ni celle des gauchistes du seizième arrondissement.